

Rédaction - Administration :
2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84
Télex : PRENO A 211 628 F

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication :
Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire : 46 722
Imprimé par Rotographie.

rouge

VENDREDI
15 OCTOBRE
1976

Belgique 15 FB Suède : 2,25 KR
Portugal : 15 ESC Italie : 300 L
Grèce : 20 DR Suisse : 1 FS

Raymond Barre au Parlement :

LE CAPITAL EST INTOUCHABLE

● le Parlement a repoussé l'impôt sur les grosses fortunes

« Il faut avoir le courage de frapper d'imposition le capital » déclare Sanguinetti dans la « lettre de Michel Jobert ». La majorité, barons du gaullisme en tête, n'a pas eu ce courage là. Mais, indifférents aux tumultes feutrés de l'hémicycle et aux admonestations du bon professeur Barre, les députés du PC ont déposé un amendement allant dans le sens de cette imposition.

L'amendement a été déposé. Il a été voté. L'auriez-vous deviné ? Il a été refusé. Solidarité oblige : aucun député de la majorité n'a cru devoir accorder son vote aux idées qu'il défendait il y a seulement quelques jours. Miracle du jeu parlementaire : quelques députés d'une majorité que tous les sondages s'accordent à considérer comme minoritaire bloquent un projet proposé par l'opposition.

181 voix contre 271. Une sorte de routine. Le jeu continue. Jusqu'à quand ?



Vote à l'Assemblée nationale, Pierre Messmer a voté. Georges Marchais vote (photo APIS)

**Les 9
nationalisation
du Programme
Commun
réduites à 7 ?**

Le PCF, la CGT,
la CFDT gardent
le silence

Lire page 5

LA DEMOCRATIE FRANÇAISE SELON GISCARD « PAS D'ALTERNANCE POSSIBLE »

Giscard répondait hier soir aux questions que lui posait la presse sur son livre *Démocratie française*. Il a ses grandes idées sur l'avenir de la France. Cet avenir que les Français voient, selon lui avec inquiétude.

La majorité des Français, parce qu'ils ne se reconnaissent en rien dans ce président et dans sa majorité ne seront pas rassurés par Giscard. Si son livre veut rassurer, le commentaire qu'il en a fait est des plus inquiétant.

Par exemple, à l'entendre, le temps d'une journée, c'était mardi dernier, la France a frôlé la catastrophe. Ce jour-là, Mitterrand parlait des nationalisations devant le patronat, et des députés agitaient, « dans la démagogie et l'improvisation » l'idée d'une imposition du capital. « Veut-on détruire l'écono-

mie française ? » demande Giscard, pestant contre les saboteurs.

Mais il y a pire, et dans la même foulée. Giscard est partisan du « pluralisme ». Il en fait un mot-clé, un axe de doctrine. L'alternance politique en découle ? Oui et non. Oui pour plus tard. Non, aujourd'hui. Va pour le « pluralisme » des cliques majoritaires. Mais qu'on ne vienne pas lui parler d'équipes revendiquant le pouvoir sur la base du Programme Commun. Celles-là, il le décrète, ne joueront jamais le jeu de la démocratie et du pluralisme tels qu'ils les conçoit.

Les grandes idées giscardiennes ne portent guère plus loin que les élections. Son grand dessein a des odeurs d'inquiétantes manœuvres : on le savait, il l'a confirmé.

J.F.V.

INTERVIEW D'UN GARDE ROUGE DE CANTON

2^e partie

lire page 12

TERRORISME QUOTIDIEN : LA LOBOTOMIE

Lire page 8

VIVRE EN CET

lire page 9

Fruits et légumes

des nêfles !

● Grève des détaillants à partir du 18 octobre

Les commerçants détaillants en fruits et légumes ont décidé, à bulletins secrets (à 863 contre 308) de se mettre en grève illimitée à partir de lundi 18 octobre pour protester contre le blocage de leur marge bénéficiaire par le plan Barre (cela touche les carottes, poireaux, choux-fleurs, artichauts, salades, tomates)

En novembre 1973, ils avaient déjà fait grève une semaine et avaient fait céder le gouvernement. La direction des prix a déjà fait savoir que si les détaillants « cessaient de manifester », elle

pourrait soumettre au gouvernement une proposition leur permettant de calculer leur marge, TVA non comprise. Cette première entorse au plan Barre qui devait tordre le cou à l'inflation, ce sont les travailleurs et en premier lieu les petits salariés qui la paieront.

Par ailleurs le CID-UNATI des cafetiers et restaurateurs de Paris demande à ses adhérents de fermer le 19 octobre pour protester contre l'instauration d'une TVA sur les pourboires et l'extension des boissons-pilotes.

Deux condamnations à mort devant Giscard

Marcelin Horneiche et Joseph Keller, condamnés à mort en juin dernier pour le meurtre, commis en 1972, de deux touristes britanniques, ont vu leur pouvoir en cassation rejeté.

Seule une grâce présidentielle peut les empêcher d'être guillotins. Par contre le pourvoir de Jérôme Carrein, meurtrier d'une enfant de 10 ans, a été accepté et l'affaire sera rejugée. Après l'exécution de Ranucci en juillet dernier et la grâce de Benzahra quelques jours plus tard, Giscard se trouve de nouveau devant une décision à prendre. Cette dernière sera, avant tout, politique. Lors d'une conférence de presse tenue en avril, Giscard avait, en effet, qu'il ne convenait pas de discuter de la peine de mort à « un moment où la situation de violence (...) rend la société française extraordinairement sensibilisée à ce problème ». A quand le prochain sondage sur le sujet dans le Figaro ?

SAMEDI
rouge présente :
UN SUPPLÉMENT 4 PAGES
LUXUEUSEMENT ILLUSTRÉ
le petit rouge illustré EN COULEUR!
les derniers jours de GISCARD...
VU PAR 15 DESSINATEURS DE CHARLIE HEBDO A ANTIRUILLE....

CHINE

Le 8 avril, Place Tien An-men : la défaite de Teng Hsiao-ping (photo Gamma)



Une lettre de Mao Tsé-toung

Après ma mort...

Nous publions ici des extraits d'une lettre de Mao à sa femme Chiang Ching, aujourd'hui en prison. Ecrite en 1966, elle montre que Mao était parfaitement conscient des affrontements politiques à venir en Chine. Prévoyant un coup d'Etat de droite, il reste optimiste sur l'issue des luttes en Chine.

... Notre tâche actuelle consiste à abattre en partie (totalement, c'est impossible) les éléments de droite dans le Parti et dans le pays tout entier ; au bout de sept ou huit ans, on pourra lancer une nouvelle campagne pour balayer les diables et les serpents, et plus tard, il faudra recommencer à plusieurs reprises. A quelle époque pourra-t-on publier ces lignes ? Il est difficile de le dire dès maintenant, parce qu'elle ne plairait guère à la gauche et aux masses.

Il est possible que le moment propice survienne après ma mort, quand la droite se sera emparée du pouvoir. Qu'ils les publient alors tranquillement ! La droite exploitera mes paroles pour hisser définitivement le drapeau noir, mais cela ne leur portera pas bonheur. Depuis que l'empire a été renversé en Chine, en 1911, la réaction n'a pu rester bien longtemps au pouvoir. (...)

Si jamais la Chine se laissait surprendre par un coup d'Etat anti-communiste de la droite, je peux prédire avec certitude que les droitistes n'auront pas la vie tranquille. Très vraisemblablement, (une telle tentative) serait condamnée à mort à brève échéance parce que tous les révolutionnaires

qui représentent le bien-être de plus de quatre-vingt-quinze pour cent du peuple ne le permettraient pas. A ce moment-là, les droitistes pourraient exploiter mes paroles pour parvenir au pouvoir. La gauche exploitera à son tour quelques autres de mes paroles pour s'organiser, et la droite sera renversée. La grande Révolution culturelle actuelle est une grande manœuvre authentique. Dans certains districts (comme dans la ville de Pékin), les révolutionnaires ont repris le dessus en l'espace d'une nuit ; en plusieurs endroits (critiques, tels que l'université de Pékin et l'université de Chinghua), on a aussitôt arraché les « racines entrelacées et les branches embroussaillées ».

Plus la droite est présomptueuse dans certaines choses, plus sa défaite est cruelle, plus vivante devient la gauche. C'est une manœuvre exécutée sur le plan national ; tous, la gauche, la droite et le milieu hésitant et instable, en tireront des leçons utiles. Et voilà le résultat : « L'avenir s'annonce brillant, mais la voie est semée d'embûches », ces deux propositions continuent à être valables.

Mao Tsé-toung

THAILANDE

L'ARMÉE MET EN PLACE DES « CENTRES DE REEDUCATION »

Le Conseil national de la réforme administrative de Thaïlande a de nouveau imposé le couvre-feu à Bangkok de 22 h à 4 h 30 depuis mercredi.

D'autre part, le Conseil militaire vient de créer des « centres de rééducation des individus considérés comme des dangers potentiels pour la société ». Il s'agit, précise la radio, de tous ceux qui « par un moyen ou par un autre encouragent la population à sympathiser avec un régime autre que le régime démocratique ayant le roi pour chef d'Etat (!), qui vivent d'une profession offensant les bonnes mœurs, sans domicile fixe ou qui déclenchent des grèves... »

Les quatre à cinq mille étudiants accusés de « conspiration, de possession illégale d'armes de guerre et d'incitation aux troubles », transférés dans une prison de la banlieue de Bangkok seront les premières victimes de ces camps de concentration « rééducatifs ».

Les militaires prévoient la restauration de la démocratie pour... 1988 ; en attendant, une Assemblée nationale dont tous les membres seront nommés par eux va être mise en place. Gageons que les militaires n'arriveront pas au terme de leur programme. Déjà divisée au moment du coup d'Etat — il y aurait eu plusieurs conspirations préparées simultanément —, l'actuelle direction militaire semble avoir du mal à faire l'unanimité au sein de l'armée et de la droite thaïlandaise ; les organisations fascistes ou royalistes « Buffles rouges » et « Scouts villageois » adopteraient même une attitude d'expectative.

De plus, ils restent confrontés au problème de la guérilla, animée par le Parti communiste thaï qui s'est développé ces derniers temps, et à une opposition urbaine qui ne manquera pas de se réorganiser dans la clandestinité.

F.C.

ALORS QUE L'ORDRE REGNE A PEKIN

Sourires, détente et décontraction : c'est le visage officiel que présente la nouvelle direction chinoise, alors qu'une rumeur, une de plus, circule à Pékin sur l'exécution pure et simple des dirigeants évincés de la fraction « radicale », sans que l'on puisse avoir la moindre confirmation ni le moindre démenti.

« Tout va très bien » dit à Paris Chiao Kuan-hua, ministre des Affaires étrangères, et à Pékin, le vice-Premier ministre Li Hsien-nien bavarde gaiement avec les diplomates en raccompagnant Somare, Premier ministre de Papouasie, à l'aéroport. Somare part visiter Shanghai et Canton, ce qui serait impensable s'il y avait la moindre agitation dans ces grandes villes ouvrières.

Normalisation au sommet

De banquet en réception, Li Hsien-nien arbore le sourire des vainqueurs pour affirmer la solidité de la nouvelle direction, tout en remplissant déjà les fonctions de Premier ministre alors que le titulaire du poste reste Hua Kuo-feng. Le vide béant, désormais ouvert au sommet avec l'épuration des « radicaux », ne peut continuer longtemps sans risques pour l'ensemble de la bureaucratie, et c'est pourquoi la presse du Parti datée du 14 octobre prépare la population à recevoir l'annonce publique de l'épuration. Et cela après une réunion du Comité central actuellement en préparation, pour entériner la purge et procéder aux nominations nécessaires au Bureau politique et dans les organes de l'Etat.

« Nouvel élan dans l'étude »

Depuis dimanche, les reportages abondent dans le Quotidien du Peuple sur les meetings de soutien « aux récentes décisions du Comité central, ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng » concernant... l'édification du mausolée de Mao. Des voyageurs ont assisté à Hang Chou à un meeting énorme acclamant la nomination de Hua à la présidence du Parti. Li Hsien-nien a dit mercredi soir que le peuple chinois connaissait « un nouvel élan dans l'étude des œuvres de Mao Tsé-toung ».

Mais ce « nouvel élan » est strictement canalisé en fonction de la directive du Quotidien du Peuple : « Quiconque travaille à la scission et trame complots et intrigues est voué à l'échec. » Et mercredi, le même organe a déterré et mis en valeur une citation oubliée datant de 1938 :

- 1) Soumission de l'individu à l'organisation.
- 2) Soumission de la minorité à la majorité.
- 3) Soumission de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur.
- 4) Soumission de l'ensemble du Parti au Comité Central. Quiconque viole ces règles sape l'unité du Parti. »

On ne peut être plus clair quant au type d'« étude » demandé aux militants et à la population. Ce qui est plus surprenant, c'est une nouvelle de Shanghai annonçant des conférences d'étudiants pour étudier la lettre de Mao à Chiang Ching du 8 juillet 1966 (nous en publions des extraits dans ce numéro). Alors qu'à Pékin, les photos de Chiang Ching sont devenues introuvables...

C'est en ces termes qu'un porte-parole officiel a renvoyé hier à l'éditorial du 10 du Quotidien du Peuple, alors qu'on le questionnait sur la poursuite de la critique. Cela fait donc « problème » maintenant, et il n'y en a plus aucune mention dans la presse officielle. On le comprend mieux avec le retour soudain de Wan Li au poste de ministre des Chemins de fer. Wan Li avait été démissionné il y a quelques mois pour complicité avec Teng, et comme lui, il avait été une cible privilégiée des Gardes Rouges en 1966. Il avait suscité contre lui des dazibaos violemment critiques lors des dernières grèves de cheminots, notamment à Wu Han, le grand nœud ferroviaire de la Chine.

La révision du plan

Parallèlement à ce premier retour des gestionnaires de la « droite », on a appris de source officielle que le plan économique quinquennal subissait actuellement des « révisions » pour accroître le volume des échanges entre la Chine et les pays occidentaux. Teng Hsiao-ping avait été violemment attaqué par les « radicaux » pour vouloir « troquer les ressources naturelles nationales contre la technique étrangère ». De même, le plan prévoit une « mécanisation d'ensemble » de l'agriculture avant 1980, ce qui évidemment diminuera la main-d'œuvre agricole nécessaire, et libèrera une masse de travailleurs pour l'industrialisation accélérée « à la japonaise », voulue depuis longtemps par les technocrates de la fraction « droite ».

Un choix déchirant pour les maoïstes français

L'Etat chinois ou le maoïsme

Les lecteurs du Quotidien du Peuple ou de l'Humanité Rouge en sont pour leurs frais. Particulièrement sensibles aux événements se déroulant en République Populaire, la seule chose qu'ils auront appris ces trois derniers jours, c'est la décision de publication des œuvres de Mao.

De la nomination de Hua Kuo-feng, de l'arrestation de la moitié des plus hauts dirigeants du parti, membres du groupe de Changai, la presse prochinoise française n'en souffle mot.

L'œil rivé sur les informations de l'agence Chine Nouvelle ils sont seulement capables de répéter avec elle « pas de commentaires » sur les « rumeurs persistantes que font courir les agences occidentales ».

Au-delà de la méthode choisie qui rappelle fort celle des stalinien français lorsque fut publié le rapport Krouchtchev au XX^e congrès du PC soviétique, il s'agit de comprendre que ces organisations PCR et PCMLF sont placées devant une contradiction de taille.

Ces organisations se sont constituées à partir du conflit sino-soviétique en référence à la Chine et au

maoïsme qui leur paraissent constituer une alternative à la politique contre-révolutionnaire de l'URSS, puis en référence à la Révolution culturelle.

Justifiant tous les zig-zags de la direction chinoise, scandant « Mao-Lin Piao, vive la Révolution chinoise » pour envoyer ensuite le plus proche « compagnon d'arme » de Mao aux poubelles de l'histoire ; applaudissant à la Révolution chinoise pour justifier ensuite la répression contre ses éléments avancés, affichant « Bienvenue à Teng Hsiao-ping » sur les murs de Paris pour le dénoncer ensuite, après réception de Pékin Information, comme chef de file du « vent déviationniste droitier » ; ces organisations n'avaient en fait comme seule référence que la présence du « grand timonier » aux postes de commande. Il suffisait de suivre.

Aujourd'hui la situation a changé et ce sont les partisans du « rétablissement du capitalisme », dénoncés encore violemment dans leurs journaux, qui apparaissent de plus en plus clairement au pouvoir. Et ceci alors que le grand timonier n'est plus là.

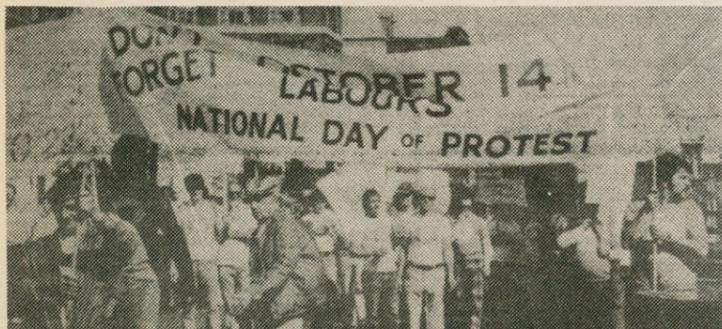
Alors que faire ? Si ces deux organisations se sont souvent différenciées dans leur manière de monnayer la ligne élaborée à Pékin et malgré l'autocritique du PCMLF qui explique aujourd'hui qu'il a suivi une ligne « bourgeoise », elles se trouvent placées devant le même choix décisif : soit rester fidèles à leur conception du maoïsme, malgré tous ses tourments, et soutenir résolument toute opposition de gauche à la direction Hua Kuo-feng ; soit continuer à bénéficier du soutien de l'Etat chinois en acceptant la « démaoïsation » et en louant la nouvelle équipe au pouvoir, combattue par Mao depuis la Révolution culturelle.

On le voit, le choix est d'importance, ce qui explique sans doute les hésitations actuelles. Les décisions qu'elles prendront seront décisives pour leur évolution future. Ou bien organisations parti-prenantes de l'extrême-gauche avec lesquelles il faudra entamer le débat sur le bilan du maoïsme et de la Révolution chinoise, ou bien sectes satellites de la bureaucratie chinoise, porte-parole de sa politique extérieure contre-révolutionnaire.

Frédéric Carlier

CANADA

Grève générale pan-canadienne contre l'austérité UNE BRECHE EN AMERIQUE DU NORD



La manifestation traditionnelle du 1^{er} mai s'est transformée en mobilisation.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Etat canadien, la direction du CTC (Conseil du Travail du Canada, la plus grosse centrale syndicale) et des syndicats québécois, ont appelé de façon conjointe à la grève générale le 14 octobre.

La bourgeoisie canadienne avait été dans un premier temps, à cause de son rôle dans l'exportation de matières premières, relativement à l'abri de la récession de 1974-75. Une telle situation ne pouvait pas durer éternellement et un tournant préventif devint nécessaire. Il fut concrétisé par l'annonce du gel des salaires (et d'un gel bide des prix) par le gouvernement Trudeau à l'automne 1975.

Tant au Canada qu'au Québec, la riposte du mouvement ouvrier s'amorça fort lentement, surtout en raison des illusions entretenues par les bureaucraties syndicales. Pendant longtemps, la seule réponse du CTC a été la contestation devant les tribunaux de la « constitutionnalité » des mesures Trudeau (démarches bien inutiles d'ailleurs). Pourtant, au Québec en particulier, la volonté d'une riposte unifiée s'exprimait clairement dans les mobilisations des travailleurs; ainsi au travers d'une manifestation qui a réuni plus de 40 000 personnes à Montréal, en novembre 1975.

Pendant ce temps, les bureaucraties syndicales tentaient désespérément de se faire reconnaître comme « partenaires équitables » par le gouvernement canadien, proposant comme solution à la crise la création d'organismes de gestion conjoints patrons-Etat-syndicats. Au Québec, même si les directions ouvrières entretiennent un peu moins d'illusions de ce type, leur refus de centraliser les luttes (notamment celles de la fonction publique au printemps 76) a eu le

même résultat concret: les luttes ouvrières, tant au Canada qu'au Québec, menées en ordre dispersé, se sont en général terminées sur une série de défaites spectaculaires.

Le mécontentement grandissant du mouvement ouvrier face aux maigres résultats de cette stratégie ultra-légaliste commence à porter ses fruits: le CTC s'est vu forcé d'appeler à la grève pour protéger son appareil contre d'éventuels débordements. Et malgré sa volonté de refaire du 14 qu'une passive « journée de protestation », nombreux sont les secteurs qui risquent de refuser de s'arrêter en chemin.

Pour les révolutionnaires, en particulier nos camarades du RMG et du GMR, organisations sympathisantes de la IV^e Internationale au Canada et au Québec, l'occasion est d'importance: en effet, les luttes actuelles permettent une importante jonction dans l'action entre les travailleurs du Canada et ceux du Québec, et offrent la possibilité de contrer la campagne raciste anti-francophone qui se développe présentement au Canada. Enfin, c'est aussi l'occasion d'expliquer la nécessité de transformer cette « journée de protestation » en offensive militante contre les mesures Trudeau, au travers l'organisation d'actions de solidarité, et l'explication, par des journaux spéciaux, des assemblées, etc., de la nécessité de la grève illimitée et de l'unité dans l'offensive entre les travailleurs du Canada et ceux du Québec.

Chose sûre, la présente crise mondiale du capitalisme amène de façon de plus en plus importante une radicalisation nouvelle dans les secteurs qui étaient jusqu'à récemment parmi les plus passifs du prolétariat international, et permettra, sans doute, aux travailleurs québécois, jusque là passablement isolés, de commencer à lier leurs luttes à celles des travailleurs canadiens et américains. Un tel phénomène ouvre la porte, en Amérique, à une sensibilité beaucoup plus grande à la situation politique en Europe, et au développement des organisations révolutionnaires.

Correspondant



TROIS MILLE EN SOLIDARITE AVEC LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Judi soir, trois mille manifestants dont de nombreux immigrés ont défilé depuis Oberkampf jusqu'au Père Lachaise à l'appel du Collectif national Palestine, du PSU, de l'OCR, du PCR et de la LCR. Dans le cortège d'où émergeait une tempête de drapeaux palestiniens et libanais, le mot d'ordre le plus repris fut: « Dehors les troupes syriennes », mais on scandait aussi: « A bas Israël, Palestine démocratique », ce qui tranchait avec le reste de la manifestation qui scandait en particulier: « Juifs, anti-sionistes, peuple palestinien, tous unis contre l'impérialisme ». Après des prises de parole en français et en arabe appelant à rester mobiliser en permanence, la manifestation se dispersait à Gambetta.

AFRIQUE DU SUD

L'ECONOMIE MANQUE DE SOUFFLE

De rumeurs en indices les faits se précisent et ce qui n'était il y a quelques mois qu'un dépit dans les milieux financiers sud-africains, après la baisse des cours de l'or, devient une certitude: l'Afrique du Sud à son tour, a une économie malade. A tel point même, que l'on s'attend à ce que son ministre de l'économie, Chris Heunis, promulgue très bientôt un plan d'austérité.

L'origine de l'évolution catastrophique de l'économie réside d'abord dans l'isolement « relatif » vécu par ce pays. De plus en plus de pays occidentaux renacent à lui allouer des prêts. Les motifs tenant non pas à des considérations humanitaires mais bien à la situation sociale instable due aux manifestations noires et métis. Les investisseurs faisaient savoir que les récents événements n'étaient pas de nature à garantir des transferts de capitaux. En outre pour ce qui est du crédit, l'endettement de l'Afrique du Sud est déjà considérable.

Des caisses vides

Selon le *Daily Telegraph*, le plan de redressement concocté par les milieux d'affaires sud-africains aurait essentiellement pour objet de réduire le montant de la facture pétrolière d'un pays aux caisses vides.

D'où l'application de mesures réelles que la limitation de vitesse

sur autoroute de 90 km/h à 75 km/h et la fermeture des distributeurs d'essence du vendredi au lundi.

Pour ce qui est des réserves d'or et de devises, elles sont tombées à 680 millions de rands (soit 4 milliards de francs), si comme qui n'équivaut même pas à un mois d'importations. La balance des paiements elle, accuse un déficit de 2 milliards de rands (+ de 11 milliards de francs).

Dans ces conditions, la baisse des investissements, considérée comme un record dans l'histoire de l'économie de ce pays, panique les milieux financiers.

L'intensification de l'exploitation minière ne semble pas pouvoir, à court terme, renverser la tendance, même si l'Afrique du Sud souhaite, par exemple, doubler sa production d'oxyde d'uranium, en mettant en exploitation le complexe de Rossing, en Namibie.

L'aggravation de la crise prend toute son importance si on la replace dans le cadre des récentes luttes des Noirs, car l'austérité ne peut qu'aiguillonner les revendications des masses africaines. Avec un chiffre officiel de chômeurs noirs de 700 000 personnes (qui augmente de 30 000 par mois), avec des salaires de ségrégation raciale très bas, il y a tout lieu de penser qu'existent les ingrédients pour que toute utopie de réforme raciste demeure lettre morte.

F. Tenaille.

aux quatre coins du monde

ITALIE

Une bombe à retardement repose depuis juillet 1975 au fond de l'Adriatique, au large de la station balnéaire d'Otrante, dans le talon de la botte. Il s'agit de l'épave du Cavtat, cargo qui sombra corps et biens après une collision en mer. Son chargement: 909 barils de plomb tétraohtyle et de plomb tétraméthyle. Si ces composés sont avalés ou absorbés par la peau, ils agissent sur le système nerveux, provoquant la folie ou la mort. Ceci, les autorités italiennes le savent depuis longtemps, mais elles n'ont rien fait. Le jour où la mer aura érodé les barils, cette cargaison de mort se répandra sur la côte adriatique. Hier, la population d'Otrante est descendue manifester dans la rue pour exiger que des mesures immédiates soient prises, rejoignant dans leur lutte et leur indignation, les populations du Frioul et de Seveso.

ARGENTINE

Les deux mille employés de l'énergie électrique argentine qui se sont mis en grève contre leur direction depuis plus de dix jours ont été évacués mercredi soir du siège de l'administration centrale et de trois autres entreprises qui distribuent l'énergie électrique. La grève qui dure depuis le 4 octobre vise à protester contre le licenciement de 200 employés (tous dirigeants ou responsables syndicaux).

ANGOLA

287 personnes auraient été massacrées par des éléments de l'UNITA, groupe fantoche maintenant des poches de résistance dans le Centre-ouest de l'Angola. C'est ce que révèle *Journal de Angola* qui précise que ce carnage aurait eu lieu dans la nuit du 7 au 8 octobre, à Canhala, village proche de Vila-Flor (à 30 km de Huambo). C'est à coups de « catanes » (machettes) que, sans distinction, femmes, enfants et hommes ont été massacrés. Ce village était pro-MPLA de longue date dans une région où l'UNITA tente de reconquérir son ancien fief.

En défense des travailleurs polonais

Une délégation de postiers du tri de Paris-Montparnasse est venue déposer une pétition signée par plus de 100 postiers apportant leur solidarité aux travailleurs polonais réprimés, à l'ambassade de Pologne, le jeudi 14 octobre.

Reçue d'abord par le concierge qui leur dit de patienter, ils ont donc attendu dans le salon. Le concierge revient, visiblement embarrassé de cette visite importune, déclarant que la « personne responsable était absente de la journée, et peut-être plus ». Il a refusé de prendre la pétition qui a quand même été laissée en évidence dans l'ambassade. Auraient-ils peur de la solidarité des postiers français?

Correspondant Montparnasse

URSS

MIREILLE MATHIEU AU BOLCHOI GISCARD CENSURE

La presse soviétique est toujours fidèle à sa légendaire réputation d'objectivité. Qu'on en juge: Dans le cadre d'une « semaine d'amitié franco-soviétique », Brejnev a donné la semaine dernière une interview diffusée simultanément sur les télévisions françaises et soviétiques. Faisant assaut de démagogie facile, la réponse de Giscard avait décrit la société française comme un véritable paradis. Mal lui en prit, car les soviétiques visiblement courroucés ont commencé par censurer à la télévision la traduction en roubles du SMIC: 342 roubles (pour un salaire moyen en URSS de 140 roubles). La presse soviétique reprendra ensuite avec quelque retard cette interview, mais cette fois-ci en expurgant tous les déve-



loppement consacrés à la détente idéologique à la Giscard, ainsi que les descriptions du « pluralisme dans la vie politique et syndicale », et de la « diversité des institutions et des choix ». Il aurait pourtant été facile à la presse de démontrer, quelques exemples à l'appui (tirés de *l'Humanité* au besoin), cette démagogie. Mais cela aurait été malséant et de plus aurait signifié lancer un débat sur le pluralisme et le niveau de consommation populaire. Alors les bureaucrates ont préféré censurer, c'est moins dangereux. Giscard n'a d'ailleurs pas eu l'air de s'en émouvoir. Et comme entre coquins, tout finit par des chansons, c'est Mireille Mathieu qui conclura, au Bolchoï, par une Marseillaise, accompagnée des chœurs de l'Armée Rouge.

S.B.

Injection de neuroleptiques pour refus d'auto-critique

Le chanteur Piotr Starchik, interné en hôpital psychiatrique spécial, depuis le 15 septembre, pour avoir donné des concerts privés, serait soumis à des injections de neuroleptiques « Halopéridol ». Son « diagnostic » souligne qu'il a « composé des chansons anti-soviétiques, et refuse de faire son autocritique ». C'est ce qu'a révélé Yuri Orlov, président du groupe pour l'application des accords d'Helsinki, dans une conférence de presse à Moscou. Le dissident a également donné une longue liste de gens réprimés soit pour activité religieuse, soit pour diffusion d'ouvrage interdit, ou encore pour avoir défendu les droits à l'émigration des minorités. Parmi les citoyens qui seraient venus récemment se plaindre au Soviet Suprême, comme le droit en est formellement reconnu, une douzaine seraient examinés dans des hôpitaux psychiatriques, dont la moitié immédiatement hospitalisés. Ainsi deux employées ukrainiennes venues se plaindre d'un licenciement abusif seraient aujourd'hui internées.

IMPURBABLEMENT LE PARLEMENT CONTINUE SES TRAVAUX

— hier l'impôt sur le capital a été refusé
— qui peut croire que la motion de censure connaîtra un autre sort ?

Giscard, récemment promu auteur à succès, disserte dans les salons. Barre, quant à lui, donne de la voix à la Chambre.

Plus d'un million de chômeurs, des centaines de milliers de travailleurs dans la rue, des millions de grévistes le 7 octobre... Le Parlement poursuit imperturbablement le déroulement bien codifié de ses séances. Avec la complicité active et complaisante des leaders des partis ouvriers. Si ces derniers ont répugné à descendre dans la rue, ils se sentent à l'aise dans les jeux de l'hémicycle. Comme s'ils avaient admis, avant que Barre ne le précise, que la longueur des cortèges syndicaux ne pouvait en aucun cas déterminer le cours du

« Ceux qui par légèreté et par snobisme intellectuel préconisent l'impôt sur le capital contribuent à l'affaiblissement du franc et de la bourse », a dit Barre en faisant les gros yeux du côté de sa majorité. Qui est visé ? Chirac au premier chef, et certaines « grosses têtes » de l'UDR (cette désignation irrévérencieuse est d'un UDR !) : Chaban, Debré, entre autres. Réaction compréhensible : mercredi dernier le franc a une fois battu tous les records de baisse sur les marchés européens.

Ricanement sur les bancs de la gauche parlementaire, arrondissement des échineurs sur ceux de la majorité. Aussitôt Maurice Papon (vous vous souvenez, le préfet de Police du temps du massacre de Charonne ?) pond une déclaration.

« Certaines attitudes ou déclara-

tions semblent ignorer l'exigence de la relance des investissements productifs et ne pas tenir compte de la nécessité d'échapper dans les moindres délais aux dangers qui, sur le plan économique, financier et monétaire nous menacent ».

Ceux qui se sentent morveux étant toujours les premiers à se moucher : Chaban ne veut pas être en reste et sort son mouchoir. « Je n'ai certes pas pris pour moi la déclaration de M. Barre sur les snobs intellectuels », a-t-il cru devoir préciser. « Je suis d'accord avec le Premier ministre sur la nécessité d'éviter toute improvisation dans le domaine fiscal. Une refonte est nécessaire, il faudra bien se décider à la faire avant qu'il soit longtemps, si l'on veut réellement aller vers plus de justice. » Paroles savoureuses dans la bouche d'un homme dont les feuilles d'impôt sont restées célèbres

Le PCF sera présent pour défendre Boukovsky

Il enverra une délégation au meeting de défense des prisonniers politiques à l'Est comme à l'Ouest, le 21 octobre à la Mutualité.

Le comité des Mathématiciens, qui avait organisé le meeting et la campagne pour la libération de Pliouchtch, l'an dernier a pris récemment l'initiative d'un meeting unitaire, le 21 octobre à la Mutualité (date anniversaire du meeting il y a un an pour Pliouchtch), pour la libération de Boukovski (URSS), Glouzman (URSS), Müller (Tchécoslovaquie), Massera (Uruguay), Arias (Bolivie) et Enriquez (Chili). Ce meeting avait reçu le soutien d'une partie du mouvement ouvrier : CFDT, FO, FEN, ainsi que de nombreuses personnalités et d'organisations démocratiques.

Jusqu'à présent, comme l'an dernier, le PCF et la CGT étaient restés sourds aux propositions de soutien au meeting. Or, *L'Humanité* d'hier révèle, sous la plume de Gaston Plissonnier, secrétaire du Comité central, un tournant extrêmement important sur la question. Malgré l'argumentation traditionnelle pour justifier l'attitude du PCF : « Il ne s'agit pas de mettre sur le même plan le gouvernement des pays socialistes et ceux des pays fascistes », « Notre parti n'a été consulté, ni sur les modalités du meeting, ni sur son contenu », le Parti communiste est, cette fois-ci, obligé de s'associer au meeting. Il enverra donc une délégation du Comité central conduite par Pierre Juquin, qui demandera un temps de parole. Cette décision doit être com-

prise comme le résultat, d'abord d'un rapport de forces. Comment le PCF pourrait-il aujourd'hui justifier à ses militants le fait de rester à l'écart du meeting, alors qu'il ne cesse de réclamer verbalement la libération des emprisonnés politiques à l'Est ? Il est évident, de plus, que le PC n'entend pas laisser le seul bénéficiaire au PS, d'une initiative retentissante, difficile à taxer d'anticommunisme, vu les larges franges du mouvement ouvrier qui la soutiennent.

Pour nous qui soutenons cette initiative, le ralliement du PC est un point extrêmement positif. C'est la première fois qu'une telle unité du mouvement ouvrier se fera pour défendre des emprisonnés politiques, en particulier dans les pays de l'Est.

Et même si le fait de défendre, sur le même plan, des prisonniers politiques de l'Est et de l'Ouest aurait pu laisser la possibilité d'une utilisation anticommuniste, l'unité du mouvement ouvrier derrière cette initiative permettra que cette protestation se fasse clairement au nom du socialisme.

Espérons maintenant que le PCF, fidèle à sa « ligne d'action », sera désormais le plus fervent défenseur des libertés politiques en Europe de l'Est, en prenant l'initiative d'une défense conséquente des ouvriers polonais réprimés pour fait de grève. S.B.

ron-ron politique défini par la bourgeoisie.

Barre a beau faire des prestations médiocres, il impose sa loi. Son mépris des travailleurs en cette assemblée ne peut trouver qu'une seule réponse : chiffons de papier ou claquements de pupitre. Barre en tremble, n'en doutons pas !...

Une motion de censure sur le seul collectif budgétaire, d'avance vouée à l'échec, des effets de tribune dignes d'acteurs d'un autre âge : l'irréalité des débats de cette assemblée face aux préoccupations des travailleurs frappés par le plan d'austérité est flagrante.

Comment prendre au sérieux les débats avec des Papon et des Chaban ? Mais comment aussi accorder quelque crédit aux réactions des parlementaires qui dans cette assemblée bouffonne sont sensés faire entendre la voix du mouvement ouvrier ? Que trouve à dire, par exemple, un Bouloche, député PS du Doubs, quand il s'adresse à Barre ? « Vous êtes prisonnier de votre majorité, votre discours unanime est contradictoire avec les mesures que vous proposez ». Pauvre M. Barre, prisonnier d'une méchante majorité. « On ne combat pas l'inflation en opposant une orthodoxie économique à l'aspiration populaire », clame le même Bouloche en s'emportant sagement, tout en haut du perchoir. Bonne parole, mais Bouloche était-il dans la rue le 7 octobre ? Et ses chers collègues parlementaires ? Mitterrand en tête qui ne consent à « sécher » les séances du Palais Bourbon que pour aller pérorer devant un parterre de patrons inquiets.

L'impôt sur le capital, Barre en avait parlé « courtoisement ». Une sorte de débat académique sans danger pour une assemblée-croupion. Il vitupère maintenant contre ceux qui jugeaient utiles de défendre le projet. La majorité se met pour un temps au garde-à-vous. Mais la gauche parlementaire persiste. Les députés communistes ont déposé un amendement au plan Barre (comme s'il était amendable) précisant les taux de ce que devrait être l'impôt sur le capital.

Le jeu est faussé, les scores connus d'avance ? Qu'importe pour Ballanger et Defferre qui n'évoquent

J.F. Vilar

Le PCF soutient le PCI qui soutient...

La maxime est célèbre et vise les Pyrénées : vérité au-delà, erreur en deçà. Pour le PCF, elle concerne également les Alpes. C'est en effet la conclusion que l'on tire en lisant l'article tourmenté de l'envoyé spécial de *L'Humanité* à Rome, hier matin.

Sa tâche n'était certes pas aisée : comment expliquer que la politique d'austérité menée par le gouvernement de la bourgeoisie italienne a le soutien du PCI, au moment même où son homologue français combat le plan Barre, pâle copie du « plan Andreotti » ?

Dépêché spécialement aux Boutiques Obscures (siège du PCI), David Laurent reprend à son compte les explications du PCI sur la profondeur de la crise et la responsabilité des communistes. Le blocage des salaires, la hausse de 10 à 20 % des tarifs publics ? Pas un mot. On apprend seulement que le PCI mènera une bataille intransigeante sur le prix

de 7 octobre que pour mieux se rabattre sur la plus qu'aléatoire application « du 3^e alinéa de l'article 49 de la constitution », celui qui permet de censurer le gouvernement. A quoi sert-il de censurer le gouvernement. A quoi sert-il de proposer des amendements détaillés à un plan dont toute la logique est une insulte à la classe ouvrière, alors que cet amendement n'a strictement aucune chance de passer. S'agit-il uniquement de prendre date en attendant 78 ?

Le jeu est d'un dérisoire achevé, mais surtout il est scandaleux. Que les députés de la majorité minoritaire donnent publiquement l'image de leurs divisions en ce haut lieu du pouvoir bourgeois, c'est leur affaire. Que des députés qui prétendent représenter le mouvement ouvrier et l'ensemble des travailleurs attaqués par le plan Barre jouent les faire-valoir et les donneurs de répliques dans cette assemblée qui ne représente plus qu'elle-même, voilà qui exige autre chose que la dénonciation courtoise d'une pitié. Le temps n'est plus aux coups de gueule théâtraux, aux invectives de bon ton. Les députés du PS et du PC doivent quitter cette assemblée, imposer sa dissolution. C'est l'autre débouché aux manifestations du 7. Il n'a rien de commun avec des chiffons de papier inutiles déposés sur le perchoir de l'Assemblée Nationale.

MANIFESTATION DES IUT

A l'appel de la coordination parisienne des Instituts universitaires de Technologie, une centaine d'étudiants ont manifesté hier contre les licenciements d'enseignants, la réduction des crédits d'heures complémentaires et le renforcement des cours patronaux. Une délégation composée de deux représentants par établissement s'est rendue au secrétariat d'Etat aux Universités et n'a pas été reçue. Entre-temps, les étudiants avaient rejoint les enseignants réunis à l'appel du SNEsup. Ces derniers n'étaient qu'une trentaine. Alors que du côté étudiant, ce n'est « pas mal pour un début », la faiblesse de la mobilisation enseignante s'explique peut-être par l'axe de riposte proposé par le SNEsup, dont l'appel se termine ainsi : « Pour la défense d'une institution qui a fait ses preuves. » Dur à avaler pour les « IUTiens » dont le diplôme, le DUT, n'est toujours pas reconnu dans les conventions collectives.

Une nouvelle coordination parisienne des étudiants d'IUT se tiendra le 20 octobre, à 18 h, fac de Jussieu. Auparavant, le 16 octobre, l'UNEF qui participait à la manifestation d'hier, organise une convention nationale des « IUTiens » (10 h, fac de Jussieu).

POUR DE MAUVAISES NOTES

Il a 13 ans et a mis le feu à deux classes de son école, le groupe scolaire La Bricarde, à Marseille. Il a été arrêté le 13 octobre. Il a affirmé avoir agi à la suite de mauvaises notes. Il est désormais dans les mains de la justice des mineurs.

ELLEINSTEIN CANDIDAT DU PCF A PARIS (V^e)

Le parti communiste présentera l'historien Jean Elleinstein comme candidat à l'élection législative partielle de la 3^e circonscription de Paris (5^e arrondissement) le 14 novembre prochain, au cours de laquelle l'UDR Tibéri, ancien secrétaire d'Etat, tentera de retrouver son siège de député.

Des négociations sont actuellement en cours entre la LCR et le PSU pour une éventuelle candidature commune.

« FAITES DES ROBES ...PAS LA GUERRE »

Nouveau cri des grands couturiers : dans la haute, on ne dit plus par ici les gros sous, il faut dire : « Faites des robes... pas la guerre... ». Vous avez compris mesdames.

Le 12^e Festival de Cannes des modes d'été qui se tient sur la Croisette réunit tous les grands couturiers : Cardin, Nina Ricci, Jean Patou, Carven, Paco Rabanne... Ils sont deux cent exposants.

M. Ustunel, président des salons internationaux du prêt à porter d'Egypte et de Turquie (pas de cordes de pendus, non !), a déclaré : « Les hommes qui font la mode sont des pionniers de la paix mondiale. Dans leurs recherches parallèles, ces hommes, appartenant à différentes nations, tendent tous vers un même but : la compréhension entre les hommes et les femmes par le biais de la mode, de l'élégance et de la beauté. » « Et puis, a-t-il ajouté, pendant qu'ils font des robes, ils ne songent pas à faire d'autres bêtises »

AL

Mardi, devant 600 patrons MITTERRAND BRADAIT DEUX NATIONALISATIONS DU PROGRAMME COMMUN

- Le PCF se tait
- CGT et CFDT n'ont toujours pas réagi

Mardi, devant 600 PDG venus l'écouter au Forum de l'Expansion, Mitterrand annonçait que deux des neuf nationalisations prévues par le Programme Commun étaient devenues désormais impossibles. Hier il l'a confirmé dans sa conférence de presse.

Aucune discussion publique entre le PC et le PS n'avait précédé cette déclaration fracassante. Les militants de ces deux partis n'en avaient même pas été informés et l'ont appris par la télévision.

L'*Humanité* de mercredi gardait le silence, affirmant même — contrairement aux faits — que Mitterrand avait réaffirmé la liste des nationalisations prévues par le Programme Commun. Ce silence pouvait-il être interprété comme un accord ?

Hier, l'*Humanité* restait encore muette sur cette révision en baisse des nationalisations du Programme Commun. Mais, dans un article de dix lignes, ce journal reproduisait l'intervention de Maurice Andrieux, député du PCF, sur la nécessité de nationaliser l'industrie pharmaceutique. Bavure d'un député tardé, ou attaque indirecte contre la position de Mitterrand ? Nul ne saurait le dire.

Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse d'un soutien tacite ou d'un désaveu diplomatique, il est clair que l'attitude du PCF contraste fort avec ses propres déclarations sur la défense intransigeante des nationalisations,

« clé de voûte » du Programme Commun.

Quant aux fédérations CGT et CFDT de la Chimie, elles n'ont pas jusqu'ici encore pris position publiquement. La fédé CGT a dans son programme la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, et cette revendication était apparue dans ses cortèges lors de la manifestation du 7 octobre. Si telle est bien toujours sa position, et si elle y est vraiment attachée, il serait illogique qu'elle ne la défende pas publiquement en marquant son désaccord avec la reculade de François Mitterrand.

Georges Ségué avait lui-même expliqué dans son discours de rentrée de St-Ouen qu'un gouvernement d'Union de la Gauche serait assuré de trouver un « allié » dans la CGT, « à condition qu'il respecte les engagements contractés à l'égard des travailleurs, c'est-à-dire qu'il applique intégralement le Programme Commun ».

Or, avant même d'être au gouvernement, Mitterrand brade deux nationalisations sur la liste déjà timide des neuf prévues par le Programme Commun. Non seulement, il le fait sans avoir engagé un débat devant les travailleurs sur le bien-fondé de cette mesure. Mais il réserve la primeur de ses révélations à un public de PDG. Les travailleurs ne comprendraient décidément pas que la Confédération et la Fédération de la Chimie de la CGT restent muettes sur une question aussi importante. Ni même qu'elles continuent



Serge Dassault, fils de Marcel, après la rude joute oratoire au colloque de l'expansion, se rafaichit en compagnie de son adversaire François Mitterrand. Les règles du combat ont été respectées.

« comme si de rien n'était » à défendre la nationalisation de l'industrie pharmaceutique devant les travailleurs pendant que Mitterrand la brade devant les patrons.

De son côté, la Fédération CFDT de la Chimie, qui a si souvent réaffirmé la nécessité d'une indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques, a là une bonne occasion de démontrer publiquement son indépendance par rapport au PS sur une question qui touche directement non seulement des dizaines de milliers d'ouvriers et de techniciens salariés de la Chimie, mais des millions de travailleurs qui ont à pâtir de l'actuel système de Santé. F.L.

La gauche osera-t-elle indemniser Dassault ?

Lorsque, mardi, au forum de l'Expansion, le PDG inquiet de Paribas demanda à Mitterrand quel serait le montant des indemnités en cas de nationalisation, ce dernier s'empressa de donner le maximum de garanties : « Il n'est pas question de spolier les actionnaires » répéta-t-il plusieurs fois, relayé quelques minutes plus tard par Rocard.

Et pour mieux se justifier aux yeux du parterre patronal, il prit l'exemple de l'EGF nationalisée en 1946 (voir ci-contre) : « Connaissez-vous un seul actionnaire, expliqua-t-il en substance, qui se soit plaint de l'indemnisation d'alors ? D'ailleurs vous savez bien que les indemnités versées servirent en grande partie à constituer le capital de la Compagnie générale d'électricité (CGE). »

Bel argument, il est vrai. En somme, messieurs les porteurs d'actions, ne craignez rien ! Un gouvernement de gauche, vous remboursera « sans toucher au capital » et qui plus est, il vous associera, par le biais d'obligations par-

ticipatives, au développement de la firme nationalisée.

De la sorte, vous aurez le choix entre deux solutions. Soit, accepter de devenir non plus « actionnaires », mais simplement « créanciers » de l'entreprise. Ce qui vous laissera tout le loisir d'en déterminer l'orientation. Vous pourrez provoquer, quand vous le voudrez, une panique boursière sur les titres obligataires. Ou, si vous le jugez plus rentable, vous pourrez aller reconstituer votre capital ailleurs, après avoir bénéficié grassement des indemnités de l'Etat.

Mitterrand ne s'en émeut guère. Son but, c'est de rassurer le patronat et les possédants. Sa première démarche, c'est de faire des concessions. Les travailleurs laisseront-ils ainsi le PC et le PS redonner de l'argent à ceux qui s'en sont mis plein les poches sur le dos de leur travail ? Oseront-ils indemniser Dassault dont la firme est prévue dans la liste des nationalisations, ce PDG-

trudant qui signe des chèques de 800 millions d'anciens francs pour qu'on se taise sur ses magouillages fiscaux ?

L'exemple du Chili est suffisamment éloquent pour tant. La droite commença par apxiphier l'Unité populaire, en réclamant des indemnités exorbitantes pour toute nationalisation. Elle se servit ensuite de l'argent remboursé aux entreprises.

Le problème en vérité n'est pas d'indemniser, il est de nationaliser. Et de dire que plusieurs dizaines d'années d'exploitation des travailleurs, ça suffit ! Ce dont il doit être question, c'est d'expropriation pure et simple, et de rien d'autre. D'autant que la droite organisant déjà la panique monétaire et boursière, ce n'est pas le moment de proclamer publiquement que la gauche dépensera des milliards pour racheter à crédit les entreprises aux capitalistes. PJ

Au cours d'une conférence de presse

Mitterrand confirme ses propos du forum de l'Expansion

Interrogé, hier après-midi au cours d'une conférence de presse, sur les nationalisations prévues par la gauche, François Mitterrand a confirmé qu'il n'y en aurait que sept, outre la nationalisation du crédit.

Il a, d'autre part, condamné les « campagnes d'effolement organisées par les grands possédants », se contentant de mettre en garde le gouvernement et les patrons contre une « atteinte au crédit de l'Etat ».

Abordant la question de l'imposition du capital, il a souligné que la proposition de loi déposée par onze députés UDR, et RI n'était, en réalité, que la reprise d'une proposition socialiste visant à taxer les fortunes au-delà de deux millions de francs.

Enfin, il a rejeté l'idée d'un accord national avec le PSU pour les élections municipales : « un accord ne me paraît pas adéquat avec un parti qui a condamné le Programme commun. »

A LA DEMANDE DU MAIRE DE BESANCON

Le tribunal ordonne l'expulsion des grévistes

C'est hier à 17 heures que le tribunal des référés de Besançon a rendu son verdict. Il a donné jusqu'à mardi 12 heures aux grévistes de la Compagnie des Transports bisontins pour évacuer le dépôt qu'ils occupent. Faute de quoi, la municipalité pourra « recourir à la force publique » pour expulser les travailleurs.

Ce jugement faisait suite à la traduction de six délégués syndicaux devant le tribunal pour « entrave à la liberté du travail ». Là où l'affaire se corse, c'est que la municipalité qui a envoyé devant les tribunaux les militants syndicaux est composée de membres du Parti

socialiste dont le maire de Besançon, Minjot.

Ce nouvel exemple de la bonne gestion « socialiste » de certaines municipalités est à rapprocher de l'attitude du maire de Marseille. Gaston Defferre, qui avait, il y a quelques mois, envoyé l'armée briser la grève des éboueurs. A l'époque *Rouge* avait demandé au Parti socialiste dont Defferre est un des dirigeants de prendre position sur l'appel lancé ainsi aux forces de répression pour régler par la force un conflit social. Le Parti socialiste n'avait pas répondu. Nous repons la question.

S.M.

« Des tares de la justice qui valent bien celles de l'armée »

Aujourd'hui devant la 17^e Chambre correctionnelle de Paris, avait lieu le procès d'Ambroise Monod, pour injure envers l'armée.

En juin 75, *Cité Nouvelle*, journal des chrétiens marxistes publiait, en supplément à son périodique, un tract appelant à un meeting de soutien à François Feutren, insoumis. Ce texte était signé de 14 organisations, mais c'est le directeur de la publication que l'on poursuit.

Yvon Bourges, ministre des Armées et plaignant, trouvait injurieux cinq phrases et un dessin : « L'armée instrument d'embrigadement de la jeunesse, l'armée briseuse de grève, l'armée qui exproprie les paysans, l'armée instrument de domination coloniale, l'armée instrument de défense du capital ». Plus un dessin de Cabu représentant un officier ivre et soustrité : « Les tares de la justice plus

les tares de l'armée, ça fait beaucoup ! »

De nombreux témoins, parmi lesquels : Noguère, Viansson-Ponté, Victor Leduc, Jeanson, Vercors, le Professeur Monod, J.L. Soulié, Haroun Tazief, un représentant des paysans du Larzac..., vinrent expliquer qu'en fait c'était un procès pour délit d'opinion.

Pour clore la séance et pour bien démontrer que certaines des tares de la justice valent bien certaines des tares de l'armée, le président refusa d'accorder en dernier la parole au prévenu comme la loi l'oblige. C'est un motif de cassation, et un fleuron de plus pour la justice. Jugement en délibéré jusqu'au 4 novembre. A la sortie du tribunal une cinquantaine de personnes distribuèrent des tracts de soutien à Laffont, insoumis.

Jean-Gilbert du Cap.

Licenciement en cascade dans la région de Mazamet
« Il y a longtemps que vous auriez dû disparaître... »
affirme le sous-préfet aux travailleurs du textile



Encore une entreprise occupée contre les licenciements dans la région de Mazamet. Bourguet en 74, La Tarnaise à Castres en 1975, Alaba la Source et maintenant Gauthier depuis plus de 15 jours. Toutes entreprises du textile, du cuir : un secteur, mais aussi une région délibérément sacrifié par les objectifs du VII^e Plan

Mazamet, de notre correspondant

L'industrie à Mazamet et dans les villes avoisinantes est largement dominée par le délainage, la mégisserie, le textile. De nombreuses petites boîtes dont certaines ne dépassent pas la dizaine de travailleurs. Mais un patronat de choc, une bourgeoisie très puissante, traitant ses affaires aux quatre coins du monde pour l'exportation des peaux.

Mazamet est sans doute la ville de France ayant le plus grande concentration de banques par rapport à la population (autour de 20 000, avec le banlieue ouvrière d'Aussillon). Une anecdote : il y a vingt ans quand la LMP (aujourd'hui la SEIMA) s'est installée dans les locaux d'une ancienne filature, le patronat de Mazamet s'est emparé des locaux et a refusé de les céder à la LMP si ce n'est à condition que celle-ci ne paie pas de salaires plus élevés que la moyenne sur la ville !

C'est dans ce contexte que la crise va frapper à partir de 1974 de plien fouet une industrie condamnée par le VII^e Plan. A l'échelle nationale, la suppression de plus de 100 000 emplois est prévue. Et quand il y a quelques jours, le sous-préfet reçoit la délégation des travailleurs de chez Gauthier, il s'exclame : « Bourguet, Alba la Source, Gauthier, mais à Paris dans les ministères on me demande si cela existe encore ! Il y a longtemps qu'ils auraient dû disparaître. »

Depuis 1974 ce sont les licenciements individuels, le chômage partiel, les mises en pré-retraite et les fermetures d'entreprises. Face à cette situation, les organisations syndicales ont créé un Comité de défense de l'emploi vite mis au rencart car il ne correspondait pas aux formes de lutte indispensables sur un secteur où la politique à l'ordre du jour est la liquidation pure et simple.

En fait les luttes se sont menées entreprise par entreprise : le coup d'envoi a été donné par Bourguet dans une petite ville aux traditions ouvrières (Labastide-Rouairoux) en 1974 : la crise n'avait pas encore frappé très fort et le climat général était à une combativité très forte au lendemain de l'élection présidentielle. Fin 74, les manifestations sur l'emploi à Mazamet furent assez impressionnantes, regroupant entre 700 et 1000 travailleurs.

Mais ces manifestations n'ont pas été le tremplin nécessaire pour

une coordination locale des luttes. Depuis, la crise s'est aggravée, rendant les conditions de la lutte encore plus difficiles : des entreprises ferment (Bardy, Vaissière) et la liste des demandeurs d'emploi s'allonge (plus de 800 à l'ANPE).

La dernière lutte marquante dans le secteur est celle d'Alba la Source au printemps dernier : occupation de 15 jours pour s'opposer aux 52 licenciements sur 120 salariés. La travail important de popularisation (barrages de route, manifestation de soutien, occupation de la mairie) a permis le maintien de 100 emplois. Jusqu'à quand ?

33^e congrès des cheminots CFDT La direction de la Fédération désavouée

A l'ombre des pyramides de la Grande-Motte, au congrès des cheminots CFDT, les délégués viennent d'infliger un sérieux désaveu à la direction sortante. En effet le secrétaire de la fédération, Barbero, n'a pas été réélu au conseil fédéral. Il arrive en dernière position sur la liste présentée avec 314 voix contre 58 0 au premier élu.

Tout le bureau sortant a été élu avec peu de voix et ses membres occupent les dernières positions (il y avait 38 candidats pour 35 postes). Parmi les « mal-élus » on trouve le président de la fédération, Martin, et le rapporteur d'orientation, Billon. Ce dernier n'avait pas hésité à faire du chantage aux difficultés que connaîtrait la fédération si le bureau n'était pas reconduit.

Cette révolte des délégués s'était très fortement exprimée à l'occasion de la discussion en commissions du rapport d'orientation présenté par le bureau. Les

Schlumpf

journée « portes-ouvertes » dimanche

Le groupe Schlumpf comprend 3 filatures situées en Alsace et une entreprise de tissage « Dufrenne » dans le Nord, (et dans laquelle le dénommé Dufrenne ne possède qu'une action sur 4 000). Les frères Slumpf, patrons style féodal et paternaliste, faisaient savoir le 28 juin 1976 qu'ils cédaient leurs entreprises pour un franc symbolique ! Deux administrateurs provisoires nommés, découvrent un passif de 11 millions de francs (nouveaux) pour l'année 1975.

Les travailleurs du groupe menacés dans leur emploi firent le siège de la propriété des frères Schlumpf pour leur demander des comptes. Ceux-ci furent libérés par la police au petit matin, samedi dernier et prirent avec leurs valises le chemin de leur Suisse natale. Le travailleurs de l'usine de Malmerspach, particulièrement menacés occupent leur usine. Ils la remettent en marche sous leur contrôle pour la journée « Porte ouverte » qui aura lieu dimanche prochain.

A Paris, les discussions sur l'avenir du groupe Schlumpf se poursuivront. Les projets de démantèlement se précisent. La filature de Malmerspach est la plus menacée des quatre usines du groupe.

Dans l'usine, la combativité reste toujours aussi grande. La saisie des biens des frères Schlumpf, la mise sous scellés de leur collection de voitures qui vient d'être décidée par la Justice ne répond en aucune manière à ce que les travailleurs demandent : la confiscation pure et simple. Par contre, cette décision répond parfaitement à la demande des créanciers des frères Schlumpf. La balance de

la Justice est encore tombée du côté des patrons.

La vallée veut vivre

La CFDT, dans un communiqué a immédiatement dénoncé la manœuvre « rien n'est réglé par cette démarche... l'activité de Malmerspach semble être sacrifiée dans la recherche d'une solution industrielle et les discussions se basent déjà sur la fermeture de cette usine de production, avec des licenciements et des reconversions... »

Face à l'étouffement économique de la vallée, toutes les prises de position qui tourent autour de la mise sous séquestre du musée de l'automobile Schlumpf sont secondaires et dérisoires », et la vallée veut vivre. C'est pourquoi les travailleurs de Malmerspach organisent dimanche, de 10 heures à 17 heures, une journée portes-ouvertes dans leur entreprise. L'usine sera remise en marche sous le contrôle des travailleurs pour une journée. Et pour toutes les championnes et champions du tricot et du tissage, seront en vente des écheveaux de laine à des prix défiant toute concurrence, nous dit-on.

Des milliers de travailleurs sont attendus, ce sera aussi certainement l'occasion de nombreuses rencontres entre les travailleurs qui depuis la rentrée ont mené des luttes dans la région : Florival à Guebwiller, Clark à Strasbourg, Frank, Cathala à Sélestat, etc. On pourra faire le point, rompre l'isolement et peut-être envisager une discussion sur la mise en place d'une coordination des boîtes en lutte sur la région.

Correspondant

Les biens des frères Schlumpf

Les biens des frères Schlumpf se composent essentiellement de 4 usines qui emploient deux mille personnes, d'une collection de voitures estimées à 80 millions (plus-value matérialisée de façon spectaculaire). Plus quelques bagatelles : 200 maisons, plusieurs dizaines d'hectares à Malmerspach, un terrain évalué à 40 millions à Mulhouse.

Il n'y a donc pas bien loin à chercher pour trouver les onze millions qui manquent dans la caisse, si ce n'est dans la poche des voleurs.

GREVE A NEIMAN (NEVERS)

Les 350 grévistes de l'usine Neiman de Nevers (fabrication de serrures, anti-vols et accessoires automobiles) poursuivent leur mouvement commencé le 7 octobre pour obtenir une augmentation de salaire et le respect des libertés syndicales. Les négociations n'ont rien donné pour le moment.

AFP

Seguy au CET Potain Un petit tour et puis s'en va

Lundi 11 octobre, devant le CET Potain, dans le 19^e arrondissement de Paris, une camionnette, munie d'un haut parleur, passe annoncer le venue le lendemain de Georges Seguy et appelle les collégiens à sortir dans la rue pour « écouter le secrétaire général qui vous parlera de la journée du 23 octobre sur l'emploi et le chômage des jeunes ».

A l'intérieur c'est la surprise. Immédiatement les collégiens déclarent qu'ils seront « dehors pour discuter ». Le mardi matin, à 8 heures, un panneau de Technique Rouge, affiché à la porte du CET salue la venue de Seguy à Potain et propose un comité unitaire de préparation de la journée du 23 octobre. Un collégien l'emmena à l'intérieur de l'établissement. Un tract diffusé par la CGT sera discuté point par point dans les classes. A partir de 11 heures c'est l'attente.

Mais le directeur ne l'entend pas de cette oreille. Il veut bloquer les portes. Une vingtaine de collégiens sont pourtant dehors, pendant que ceux de l'intérieur cherchent une sortie... par la porte des poubelles. D'autres se mettent aux fenêtres. A midi pile, Seguy arrive en voiture. Une trentaine de syndicalistes, gros macaron de la CGT à la boutonnière, applaudissent. Le secrétaire général de la CGT commence par s'indigner de l'attitude de la direction et réclame la liberté d'expression à l'intérieur des CET. Un papier à la main, il commence son discours : sur les jeunes des CET, sur le chômage des jeunes, sur la qualification à acquérir, sur les équipements vétustes. Après les avoir appelés à participer au 23 octobre, il explique l'importance des

collégiens pour la confédération : « vous êtes les futurs travailleurs et la CGT veut vous avoir à ses côtés pour mener les luttes des travailleurs ». Puis il parle de la coordination permanente des CET (CP-CET) que les collégiens doivent « peut-être » rejoindre. Leur ayant souhaité de bien continuer leurs études pour avoir un métier, il se soumette ensuite aux questions des journalistes.

Un car avec une vingtaine de militants CGT arrive alors... en retard. Un prof du CET demande alors à Seguy : pourquoi les professeurs CGT de Potain n'ont pas été prévenus. Pas de réponse ! Des collégiens reviennent alors du stade. Un cercle de journalistes et de syndicalistes s'ouvre : « Eh, oui ! Vous n'avez pas d'équipements sportifs ! ». Trois petits mots sur un ton paternaliste et bienveillant. Finalement, une quarantaine de collégiens arrivent à sortir du bahut. Seguy recommence son discours, pratiquement le même. Et termine : « Bon, on n'est pas venu en perturbateurs et on vous demande de reprendre maintenant votre travail avec sérénité ».

Une occasion manquée, les collégiens espéraient une discussion, envisager la préparation du 23, il n'y a eu qu'une opération publicitaire.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

les luttes dans l'édition « Nous voulons 250 F comme nos camarades de chez Nathan »

Mais qu'est-ce qui prend les travailleurs de l'Édition ? En quelques jours, on a vu se déclencher, dans cette profession d'ordinaire assez paisible, deux grèves et déjà s'annonce une extension du mouvement à une troisième entreprise. Les choses avaient commencé chez Nathan (700 salariés). Après un succès du mouvement qui vit la direction céder entre 160 F et 180 F, ceux

de Casterman-Bagneux (80 personnes) s'y mettaient à leur tour : « Nous voulons 250 F, comme nos camarades de chez Nathan. »

Les patrons ayant refusé, les travailleurs partent en grève illimitée. Ceci le 6 octobre. Pas étonnant que le cortège Édition, regroupé en intersyndicale CGT-CFDT (Hachette, Bordas, Larousse) ait été particulièrement fourni lors de la manifestation du 7.

Ces luttes n'éclatent pas dans un ciel serein. La commission paritaire nationale de l'Édition s'était séparée en juillet sans qu'un accord soit signé, ce qui n'était pas arrivé depuis 68. Aujourd'hui les patrons qui ont à leur tête Yvon Chotard, vice-président du CNPF, se refusent à convoquer une nouvelle réunion, malgré les engagements pris.

En toile de fond, le plan Barre a certainement accéléré la prise de conscience. Ne pas attendre 78, c'est entrer maintenant dans la lutte et refuser dans les actes le blocage des salaires. Aujourd'hui, l'heure est à la solidarité. Une première manifestation au siège de Casterman s'est déroulée lundi.

Par ailleurs, les travailleurs de l'Interform (société de distribution du groupe Laffont, 400 salariés) ont déposé un préavis de grève. Dans le même temps, la CFDT a engagé une campagne visant à faire échec au licenciement du délégué syndical du Livre de Paris, Issa Traoré, citoyen malien, un des premiers bénéficiaires de la loi permettant aux étrangers de devenir délégués syndicaux.

Les premiers coups qui viennent d'être frappés ne sont pas les derniers.

Correspondant

Dernière minute

A InterForum, le patron a cédé et accorde 5,5 % d'augmentation (contre 6 % demandés) et 200 francs pour tous minimum.

Publicité

RENAULT Les travailleurs refusent un licenciement

A la RMO à Renault-Billancourt un électricien s'est vu notifier son licenciement pour « charge individuelle négative » (ce qui ne veut rien dire puisque le travail est réparti au niveau de l'ensemble des travailleurs et non en terme de « charge individuelle »). Les travailleurs de l'atelier ont donc décidé de considérer le licenciement comme nul et non avenue et de le faire rentrer tous les jours à 7 h 15 et de lui fournir du travail.

Correspondant

ROUGE VOUS
APPORTE LA JOIE!



« Critique Communiste » n° 8/9-septembre/octobre

Numéro double. 222 pages. 15 F. En vente à la Librairie Rouge, dans les librairies progressistes et les Maisons de la Presse. Passez vos commandes à M. Mathurin, 10, impasse Guéméné, Paris IV^e.

« Lip-Unité » n° 5 vient de sortir

- Quelle coordination ?
- Nous battons-nous sur la « viabilité » de nos entreprises ?

« Sortons de l'isolement ». Tel est le titre du numéro 5 de Lip Unité qui vient de sortir et qui est axé principalement sur le compte rendu de la dernière réunion de la Coordination des luttes du 10 et 11 septembre dernier. Le point sur la SCPC et Lip est également fait.

En ce qui concerne la Coordination, c'est un bilan positif qui est tiré de cette deuxième réunion qui rassemblait neuf entreprises contre cinq en juin. Un long article redéveloppe le pourquoi de cette coordination des entreprises en occupation.

« C'est donc pour sortir de leur isolement et empêcher le pourrissement de leur conflit que les travailleurs se rassemblent. Seuls, le combat est perdu, à 250 (entreprises occupées. NDLR), nous avons plus de chances de le gagner. C'est aussi parce qu'ils sont sur les mêmes réalités, qu'ils vivent les mêmes problèmes que les travailleurs tendent à se coordonner. »

Et qui donc peut nous sortir de l'isolement ? D'abord nous-mêmes... entreprises en luttes... Seules, mais pas toutes seules ! L'action des 250 ne servirait à rien si elle ne trouvait pas pour la relayer et l'amplifier l'appui et le concours des structures syndicales. Celles-ci ont un rôle indispensable et prépondérant à jouer : par leur « intervention » à tous les niveaux (UL, UR, Fédés, Confédés, etc.), elles donnent sa véritable et définitive dimension à une Coordination nationale des entreprises en lutte sur l'emploi et en occupation, et ceci parce qu'elles sont capables, par leur pouvoir et leur taille, de développer un rapport de forces efficace pour barrer la route aux attaques du patronat et du pouvoir... »

Faut-il brandir la viabilité de nos entreprises ?

Tel était le thème d'un autre débat retranscrit largement dans Lip Unité :

Du tac au tac

REPONSE A
« DEMOCRATIE
FRANÇAISE »
DE GISCARD !

**CRITIQUE
COMMUNISTE**
Numéro spécial N° 8/9

STRATEGIE
REVOLUTIONNAIRE
EN EUROPE OCCIDENTALE

- Henri Weber : Transition au socialisme : Sur quelques points de clivage dans le débat en cours.
- Jacques Julliard : Le point de vue de la CFDT.
- Henri Weber : L'extrême-gauche italienne entre « l'autonomie ouvrière » et le PCI.
- Avanguardia Operaia : Les forces prolétariennes et populaires préparent une issue à gauche de la crise italienne.
- Lucio Magri secrétaire national du PDUP-Manifesto : Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe occidentale.
- Roman Rosdolsky : La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates.

« Lorsqu'une société disparaît, les patrons invoquent la rentabilité. Les travailleurs, désireux de conserver leur emploi, répondent très souvent sur le même terrain. »

« De fait ce débat est très dangereux pour les travailleurs, bien qu'il soit difficile de l'éviter lors des campagnes de popularisation. Ce débat est dangereux, nous ne disposons que rarement de tous les éléments d'information nécessaires pour juger de la rentabilité. »

« Jamais les patrons ne nous fournissent l'ensemble des données comptables utiles à la compréhension de la marche de l'entreprise. Ces mauvaises informations chiffrées ont un caractère subjectif et n'ont qu'une signification relative (valeur des stocks, dettes à court terme, etc.) »

« Que veut dire rentabilité ? Ce qui n'est pas rentable au niveau d'une entreprise peut l'être au niveau d'un groupe. Ce débat est également dangereux car il oblige les travailleurs à accepter les priorités du système. »

« Le thème de la viabilité est très fort au début des conflits, puis il tend à s'estomper pour laisser la place à la revendication de l'emploi. »

« Très souvent, cette évolution est difficile à accepter, amenant des travailleurs à douter des perspectives de solution industrielle. Cela provoque soit l'attentisme, soit le départ de certains travailleurs. »

Donc :
— Faut-il se battre pour démontrer la viabilité de l'entreprise ? Ou bien se battre sur l'emploi de façon qualitative et quantitative, sans démantèlements de la communauté de lutte ?

— Faut-il se battre sur le thème : un emploi pour tous, dans sa ville, dans sa région ?

« Voici les questions qui nous sont posées. »

« Les réponses ne sont pas toutes faites. C'est à chaque entreprise de répondre avec ses propres éléments d'analyse : Quelle fabrication ? La même ou une autre ? Quel type de formation dans le cas d'un changement de produit ? (Sachant que la formation est actuellement l'un des moyens pour maintenir le salaire après les 90%). »

« Autre question : N'est-ce pas accepter la loi du système capitaliste ? Les radiateurs, les montres, les grues... ne sont plus rentables, faisons autre chose ! »

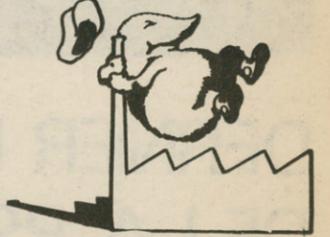
« Aucune réponse précise n'a été donnée à ces questions lors de la réunion. Il était nécessaire que nous ayons tous envie d'exprimer ces problèmes importants et très compliqués. »

« Le débat reste pleinement ouvert et lors de la prochaine réunion, nous approfondirons ces problèmes... »

D'autres articles font également le point sur la SCPC, Idéal Standard, CIP et Lip.

Abonnez-vous, réabonnez-vous à Lip Unité...
Minimum : 10 F. Chèque à l'ordre de Bernard Billot,
11, Bld Blum,
25 000 Besançon

en lutte



REPRISE DU TRAVAIL CHEZ « FORMAT ET REINIER »

Ce matin, les éboueurs de « Format et Reinier » à Marseille ont repris après négociations. Ils ont obtenu : prime de vacances de 350 francs payable immédiatement, paiement à 100 % du dimanche et des deux jours supplémentaires nécessaires pour dégrader les ordures qui se sont accumulées. Par contre, il ne semble pas que l'on soit parvenu à des résultats pour les augmentations de salaire. Il faut remarquer que le *Méridional* (journal de droite de la région) avait commencé une série d'attaques contre la grève sous le titre « une grève qui n'a que trop duré », versant des larmes de crocodile sur la situation « faite aux habitants du quartier », population ouvrière dont il se fout la plupart du temps et alors que de nombreuses associations de locataires de cités des 13, 14 et 15^e arrondissements avaient fait part aux grévistes de leur solidarité.

Correspondant Marseille

GRIFFET : POURSUITE CONTRE DEUX MILITANTS

Michel Chanson et Daniel Lauzie, militants CFDT de Griffet ont été entendus mercredi par M. Pages, juge d'instruction. Ils sont accusés d'avoir séquestré en juillet 76, M. Villard directeur départemental du travail. On se souvient que celui-ci avait été retenu par les travailleurs que l'on lanternait depuis de longs mois et qui voulaient discuter à fond du problème des stages de formation et des allocations chômage. Le préfet avait alors menacé d'envoyer les CRS pour « libérer » M. Pages qui, quelques jours plus tard, portait plainte.

Cette affaire que l'on ressort aujourd'hui ressemble furieusement à un règlement de comptes contre les militants qui furent des plus actifs pendant 18 mois de la lutte. Mais, ainsi que devait le déclarer Gasperini, représentant des syndicats CFDT des Métaux de Marseille, à la sortie de l'interrogatoire : « Le personnel de Griffet, très étonné de la poursuite de cette information, demeure vigilant et prêt à passer à l'action. »

Correspondant Marseille

USINOR-DUNKERQUE

La CFDT a introduit en référé devant le tribunal de Dunkerque contre la direction d'Usinor pour licenciements abusifs ; à l'encontre de six grévistes du secteur « Mat-taglo ».

Un second référé a été introduit pour « utilisation d'une entreprise extérieure pour faire le travail des grévistes ».

D'autre part une série de grève de soutien, d'une durée de deux à quatre heures, ont éclaté dans divers secteurs

LE TERRORISME QUOTIDIEN : LA LOBOTOMIE (2)

DERNIER MAILLON DE LA PSYCHIATRIE

Dans Rouge d'hier, à partir d'une lobotomie à l'hôpital de Novillars (Doubs), nous avons commencé à dénoncer le scandale de la psycho-chirurgie.

La théorie de la lobotomie s'est élaborée et complétée dans le temps. Mais on peut la résumer ainsi : Guérir pour normaliser. La nouvelle vague de psycho-chirurgiens américains qui pratiquent la lobotomie à tour de bras écrit sous la plume de Andy : « Les symptômes qui caractérisent le comportement anormal dans cet exposé sont la tension émotionnelle, l'anxiété, l'agressivité, les tendances destructives, l'agitation, la distractibilité, l'attaque, les tendances suicidaires, la nervosité, les oscillations d'humeur, la rage brutale, le négativisme, la combativité et les émotions explosives. Ces symptômes ou tendances variés contribuent à une mauvaise adaptation sociale, pour laquelle la société demande une correction ou un contrôle appropriés. » Enfin, les réducteurs de tête parlent clair. Il n'est plus question de maladie, mais d'adaptation sociale. Plus question de guérir, mais de corriger et contrôler la société.

On comprend bien, alors, que malgré les milliers de morts et les centaines de milliers « d'échecs », la lobotomie continue. Andy explique : elle « devrait être pratiquée sur des

patients qui sont un danger pour eux et la société. Cela devrait être utilisé pour des raisons de gardiennage lorsqu'un patient demande une attention et une surveillance constantes et une quantité excessive de soins (...) ».

L'euthanasie propre

La lobotomie est un traitement irréversible. En enlevant la pierre de folie de psychiatisés « qui ont subi sans résultat positif plusieurs années de traitement psychiatrique et médical » (Le Beau), elle rend la psychiatrie fonctionnelle, en traitant ses derniers échecs, détruisant la personnalité avec la folie quand elle n'est pas parvenue à les dissocier. Les nazis se sont servis de la lobotomie, comme de toutes les techniques de redressement de la personnalité. Mais ils disposaient pour leurs exclus d'une méthode plus radicale : l'euthanasie, l'élimination physique, pour soigner la société.

Mais l'euthanasie est considérée comme immorale, son usage par la psychiatrie et la médecine entacherait le prestige de ces sciences. C'est donc par la lobotomie que 15 000 per-

sonnes en France ont été ainsi amputées au cerveau, physiquement normalisées depuis la fin de la guerre.

Le professeur Mazars qui pratique la lobotomie en 1976 à l'hôpital Sainte-Anne à Paris déclare cependant : « Il y a un certain nombre d'inconforts ou de non-valeur de la vie qui justifient qu'on supprime la vie. Il y a des cas de suppression de la vie à la demande de l'intéressé, mais il y a aussi une autre catégorie, celle des individus qui sont à tout jamais des plantes, c'est-à-dire un certain nombre de grands arriérés, de grands infirmes psychomoteurs qu'il faudrait supprimer, et ceci dans les délais les plus courts, à la naissance (...). Et le grand drame, c'est qu'il y a eu Hitler avec sa propagande génétique raciste qui est évidemment abominable. Mais il y avait du vrai dans son idée d'euthanasie... » Et en attendant d'exercer ses talents, Mazars lobotomise, faute de mieux.

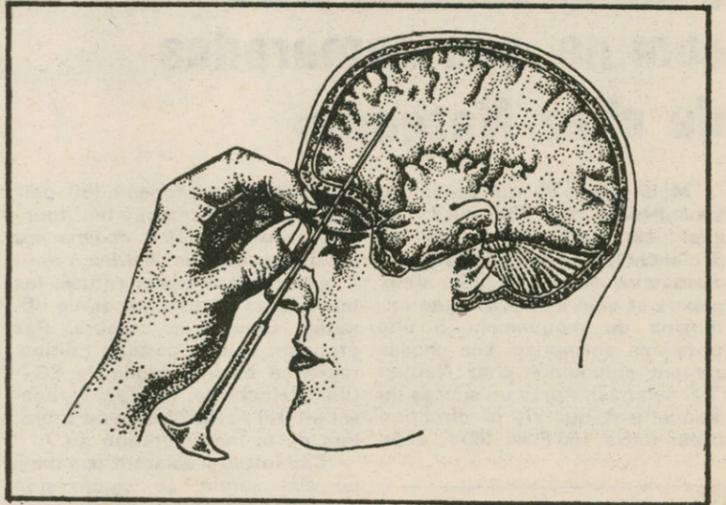
A part l'URSS, le Michigan et l'Irlande où la psycho-chirurgie est interdite, elle est pratiquée à une échelle massive dans presque tous les pays du monde : Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Canada, Chili, Cuba, Espagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Hawaï, Hongrie, Inde, Mexique, Norvège, Pérou, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Turquie...

Traitement criminel ; même ses résultats (la désensibilisation) sont à dénoncer. Pour commencer, il faut recenser tous les cas, en finir avec les interventions secrètes décidées par un médecin, organiser la défense des psychiatisés avec eux, bien souvent opérés sans en être informés.

La lutte doit maintenant se développer contre la trinité lobotomie-chocs-neuroleptiques qui cimentent avec la violence et les internements administratifs l'institution psychiatrique.

Philippe Verdon.

(à suivre)



Lobotomie transorbitaire de Fiamberti

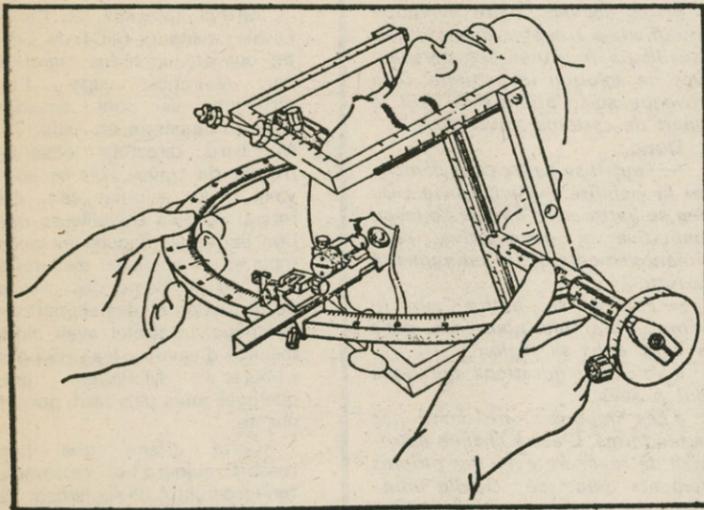
La lobotomie sexiste

Freeman et Watts introduisirent la lobotomie aux Etats-Unis, intervenant sur des enfants, des adultes, des vieillards, des hommes et des femmes. Mais ils ont une préférence : « Tout d'abord les plus âgés. Ensuite les femmes plutôt que les hommes. En troisième lieu les nègres, et parmi eux, particulièrement les négresses. Enfin ceux qui ont les occupations « les plus simples. »

Bizarres ces préférences ? Elles sont expliquées dans une thèse sur « La lobotomie préfrontale dans l'hôpital de Rennes » : « La resocialisation est sans nul doute aisée pour la femme qui peut par de multiples occupations plus ou moins auto-

matisées rendre bien des services dans son milieu familial : pour l'homme au contraire, la reprise d'une activité sociale normale et normalement rémunérée, reste souvent la condition sine qua non de sa sortie. » « La rééducation de la femme, moins difficile, s'accommodait davantage de ces conditions matérielles (asilaires, NDLR) ; la vie dans un service de femmes comporte la participation aux travaux ménagers, à des activités de couture, de tricot, dont l'automatisme peut-être rapidement acquis et qui peuvent sans difficulté être continuées dans le milieu familial à la sortie. »

Voilà qui en dit long.



Instrument stéréotaxique

Le suicide d'une institutrice à Reims

La « grande presse » a fini par en parler

COMME DES CORBEAUX

Annick Menu. C'était son nom. Nous ne le connaissions pas quand nous avons rendu public le suicide de cette institutrice à Reims (Rouge du 12 octobre). Nommée à sa sortie de l'Ecole Normal dans une « classe pratique » d'un CES, une de ces classes dite « difficiles » au sein desquelles l'on regroupe ceux que l'Ecole a rejetés, elle s'était donné la mort au lendemain de la visite d'un conseiller pédagogique qui condamna sans détours son travail. Mais, depuis, la « grande presse » comme on dit s'est emparé de l'affaire : article dans l'Aurore du 14 octobre, reportage dans France-Soir du 15, émission de Radio-France, 13-14, consacrée hier à ce sujet... Dans Rouge, nous avions accusé l'Ecole, la ségrégation sociale qui y

régnait, les classes-ghetto où l'on regroupe les enfants des classes défavorisées. Nous avions aussi dénoncé l'administration et ses prétendus « conseillers » pédagogiques qui, à l'instar des inspecteurs généraux, n'aident pas, mais démolissent, condamnent, font rentrer dans le rang.

Que dit la « bonne presse » ? France-Soir titre : « Elle n'a résisté que onze jours à la cruauté de ses élèves ». L'Aurore : « L'institutrice chahutée se suicide ». Assassins, donc, ces élèves que des collègues d'Annick, cités par France-Soir, n'hésitent pas à appeler « grands élèves caractériels ». D'ailleurs, dit l'Aurore, « ils n'attendent rien de l'institution scolaire et n'entendent pas la respecter ». Quant au con-

seiller pédagogique, si France-Soir concède que ses remarques, « peut-être justifiées », étaient « formulées avec une certaine sècheresse », il est dans l'Aurore un « bon apôtre, parfaitement lucide ». Quant au recteur de Reims, interrogé à 13-14, n'a-t-il pas été hypocritement jusqu'à mettre en cause indirectement les syndicats enseignants ? N'a-t-il pas laissé entendre que, s'il n'a pu retirer cette jeune institutrice d'un poste difficile, c'est parce que la réaction des syndicats aurait été « trop vive » ?

Annick Menu. Nous avons appris son nom par la « grande presse » et nous y avons aussi vu comment cette société essaie cyniquement de se blanchir d'un suicide qui l'accuse. J.K.

SPORT

L'affaire Guy Drut rebondit :

ENQUETE SUR UNE MEDAILLE AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON

Guy Drut sur la sellette. Son départ et sa manière de « cracher dans la soupe » sportive n'ont pas été appréciés en haut lieu. La Fédération Française d'Athlétisme a convoqué Guy Drut pour qu'il s'explique sur l'argent qu'il a touché pendant qu'il était athlète, et aussi sur les affirmations selon lesquelles « tous les athlètes touchent leur enveloppe » et les instances internationales « ferment les yeux ».

Ainsi mises en cause, les fédérations ne pouvaient se taire, et c'est à la demande de Paulen, président de la Fédération Internationale que l'enquête a été ouverte. Mais elle risque de rester de principe. Toutes les déclarations précises de Drut ayant déjà été publiées, en ne répondant pas sur le champ, la fédération confirmait ces affirmations, de même que les journalistes sportifs dont pas un ne s'étonna de si fracassantes « révélations ».

Reste aussi la possibilité, moins probable que la Fédération Internationale fasse un exemple, radiant Drut et lui demandant de remettre sa médaille d'or entre les mains du Comité Olympique. Cette mesure spectaculaire pourrait peut-être faire illusion, mais la preuve de l'honnêteté de la Fédération Internationale ne serait faite que si elle pouvait expliquer chiffres en main comment vivent et où travaillent tous ses « amateurs »...

Si cette sanction intervenait, elle ne serait pas une preuve de probité, mais au contraire un coup en règle sur les doigts du mauvais élève Drut, qui a le tort de demander que les enveloppes passent sur la table au lieu de dessous, le tort d'appeler le mensonge hypocrisie, le tort de montrer à tous ces dents de jeune loup...

P.V

NOUVEL INCENDIE DANS UN LOCAL DE TRAVAILLEURS IMMIGRES

Un incendie a éclaté dans la nuit de mercredi à jeudi dans un foyer Sonacotra, 4 rue Alexandre Dumas à Villejuif (Val-de-Marne). Le feu a pris au troisième étage et s'est vite propagé. De nombreux locataires, pris de panique, ont sauté par les fenêtres : sept ont été ainsi blessés, dont un gravement. Trois autres locataires ont été intoxiqués par la fumée. Il y a un mort.

Même si le nombre de victimes est peu élevé, cet accident évoque les nombreux incendies qui ont éclaté dans des hôtels meublés habités surtout par des travailleurs immigrés, sur lesquels nous avons fait une enquête dans Rouge. A Villejuif, un homme a été appréhendé. Il a été désigné par la direction du foyer et d'autres locataires comme suspect.

CETTE ECOLE AU GOUT D'USINE

VIVRE EN CET

« Quand j'ai su que j'allais au CET, j'avais peur. On racontait des tas de choses sur le CET. Qu'il y avait des bagarres au couteau... Pour les gens, c'était le CET de la racaille. On précisait qu'il y avait beaucoup d'immigrés; » Quand ce collégien de Sartrouville repense à sa truille d'aller en CET, ça le fait rigoler. Pourtant, pour beaucoup, le CET reste un monde clos, légèrement menaçant, à part. Certains lycéens ne pensent-ils pas que le CET c'est d'abord là où vont ceux qui « travaillent mal » ? Et lors de cette rentrée scolaire, n'est-ce pas de l'enseignement technique dont on a le moins parlé, même dans Rouge ?

Or, les élèves de l'enseignement technique représentent à eux seuls les deux tiers des effectifs du second cycle de l'enseignement secondaire : 315 000 dans les lycées techniques et 601 000 dans les CET. Fils d'ouvriers, les élèves de ces derniers le seront aussi plus tard. Et tout est fait pour les y préparer. La libéralisation qui a souvent touché les lycées, ils ne la connaissent pas. Discipline, présence des patrons aux conseils d'administration, pas de droit de redoublement, pas de journées « 10 % », peu de foyers socio-éducatifs, classes surchargées, horaires de 40 heures...

C'est la vie dans ces CET, telle que les collégiens la découvre à la rentrée, que nous voulons à l'aide de quelques exemples parisiens, décrire.

Un lieu de dressage

Lors d'une réunion au Conseil d'Administration du CET Jean Moulin à Blanc Mesnil, un entrepreneur n'hésita pas à déclarer cyniquement : « Ce que nous voulons, c'est une bonne marchandise ». Pour que les collégiens soient cette « bonne marchandise », le CET doit les dresser, leur faire intérioriser les valeurs sur lesquelles s'appuie la légitimité de l'ordre social.

Marcher droit

« La répression commence tout de suite, il y a des profs : pas un mot, il faut lever le doigt pour parler » (Bourseuil). « Nos horaires ? A 8 h moins 5, vestiaire fermé : si tu arrives en retard, tu peux pas aller en cours, t'es viré pour la journée » (Bourseuil). « L'an dernier, la surgé « la Rapace » nous faisait mettre en rangs sous la pluie. On avait refusé, elle disait : « qu'il pleuve ou qu'il vente, vous vous mettez en rangs » (Rosny). Les filles qui préparent le CAP d'aides puéricultrices à Romainville n'ont le droit de sortir pour aller aux cabinets qu'à 10 h, 12 h, 16 h, « Si vous avez envie entre temps, vous pouvez toujours vous pisser dessus », leur dit-on.

On pourrait multiplier les exemples, discipline et dépersonnalisation sont inculquées par des techniques souvent para-militaires : les mises en rang, les châtiments physiques, les uniformes (certes, le bleu de travail et la blouse blanche sont des nécessités, mais pas seulement, loin de là).

Dominant cet édifice coercitif, le Conseil de discipline, « Il y a 25 profs, l'administration et deux élèves ! La salle est installée en demi-cercle, comme un tribunal, avec la directrice qui trône au milieu. Une fille va y passer parce qu'elle l'a traitée de « salope » et le CET de « bahut pourri » (Rosny).

On est loin d'exiger la même « politesse » des profs et de l'administration. A Bourseuil, un gars qui n'avait pas les deux cahiers petit format 29-32, petits carreaux, parce que c'était trop cher s'entend dire par le prof : « Et bien fais ta valise et retourne au Portugal ». La directrice du CET Jean Moulin, conseille à un gréviste « d'apprendre mâeurs et langue française avant de revendiquer » et déclare que la grève est « sous dictature algérienne ». A Bezons, un surveillant fait taire les filles avec la menace suivante : « si vous continuez, je vous mets une serviette hygiénique dans la bouche ». Les filles de Romainville en stage d'aide puéricultrice sont utilisées comme bonnes : « Notre formation consiste à aller acheter des cigarettes ou couper du coton ».

Une division efficace

Racisme et sexisme ne sont pas le monopole de l'administration. Au



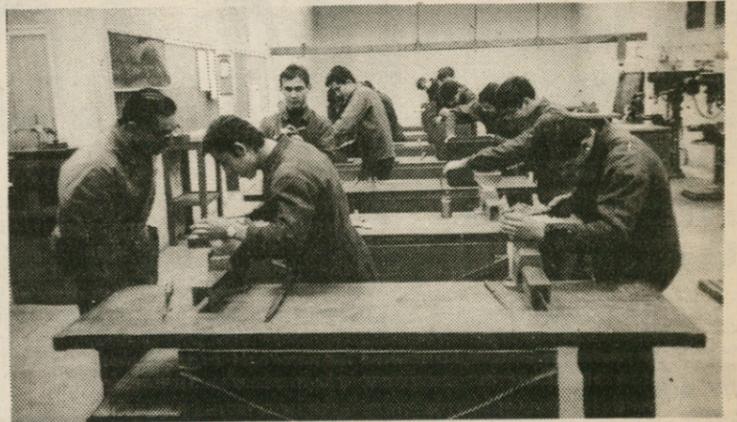
Après les cours il n'y a plus personne, chacun reste isolé dans sa classe. Il y a l'industriel fille (broderie, couture, repasseuses, comptables, sténo, bureaux) et l'industriel gars (électricité, montage, chaudronnerie, menuiserie). C'est avec la grève et les assemblées générales qu'on a plus de rapports. Sinon... Et puis c'est individualiste : au garage à vélos, il y a des vols ».

Alors, la vie au CET ? C'est le boulot, on fait son nombre d'heures et on s'en va. La vie, elle est ailleurs. La musique, la moto, la drague, les bendes, c'est plutôt sur le lieu d'habitation. Le seul moment où le CET sort de sa grisaille, c'est lors des luttes, et même alors, beaucoup de collégiens préfèrent être ailleurs que dans ses murs.

Nelly Trainel

CET l'Evangile, les collégiennes antillaises se font traiter de « sales noires » par d'autres élèves. Pour les collégiens, les filles c'est « le bétail ». Autre division, celle entre BEP et CAP : « On est pas dans les mêmes classes, ni dans le même service à la cantine. Les CEP sont d'un côté de la cour, les BEP de l'autre. On fait balayer leurs salles aux CAP pendant leurs heures de colle » (Rosny). « En première année, on vient d'endroits différents, il y a ceux qui viennent de 4^e, de 3^e, et ceux qui viennent de transition. Il y en a qui se prennent au sérieux et qui veulent changer de classe parce que leur « QI » (quotien intellectuel) serait plus élevé que celui de la classe, pourtant, on est tous des CAP ».

« Les rapports entre les gens ?



NOUS REFUSONS...

- Nous refusons de travailler sur des machines vieilles, dangereuses, sans système de sécurité.
- Nous refusons de travailler dans des ateliers trop petits et mal aérés, de vivre dans des locaux datant des Gaulois.
- Nous refusons d'avoir à payer les pièces que nous fabriquons.
- Nous refusons la bouffe dégoûlante.
- Nous refusons de nous cailler parce que l'administration fait des économies de chauffage.
- Nous refusons toute augmentation des pensions et demi-pensions.
- Nous demandons la gratuité des fournitures scolaires et des tenues de travail.
- Nous refusons de manquer de profs et de risquer, à cause de cela, d'être collés à l'examen.
- Nous voulons un foyer socio-éducatif, avec deux ou trois salles, toujours ouvert, où des élèves pourraient faire ce qu'ils veulent, avec l'équipement nécessaire (disques, baby, flipper, revues, journaux, jeux, télé, bibliothèque, distributeur de boisson...), où ils pourraient se retrouver sans avoir toujours un prof ou un pion sur le dos.
- Nous voulons, comme dans les lycées, le droit de faire ce que nous voulons pendant 10 % des horaires, ce qui

- donne 3 heures par semaine ou un ou deux jours par mois.
- Nous voulons le droit à des panneaux d'affichage, comme dans les usines.
- Nous voulons le droit de fumer, d'avoir les cheveux de la longueur qu'on veut, et les habits aussi.
- Nous voulons le droit de sortie entre midi et deux heures.
- Nous voulons la suppression des brimades (fouilles du courrier pour les internes, engueulades pour des riens, pas parler en rangs, gifles, propos racistes) et des sanctions (colles), en particulier celles pour la plus petite absence ou retard.
- Nous voulons une véritable information sexuelle et pas uniquement la description des atours sexuels de la chauve-souris. Nous demandons le droit à disposer des contraceptifs sans avoir la permission des parents.
- Nous refusons d'aller avoir à faire de la gymnastique à des kilomètres du CET, sans aucun matériel ni locaux appropriés.
- Nous voulons une diminution des horaires : 36 à 40 heures c'est trop, pour pouvoir lire, aller au ciné, discuter, faire ce qu'on a envie, 30 heures ce serait déjà assez.

Extrait de Technique Rouge, journal de la LCR dans les CET et les LT, numéro de mars 1976.

UNE PRISON DANGEREUSE

« L'issue de secours est fermée à clef... pour pas qu'on sorte »

A LIRE DANS LES CET

Technique Rouge, journal CET et Lycées Techniques de la Ligue Communiste Révolutionnaire paraît tout les mois. En vente à 1 F. Dans le dernier numéro : la rentrée, l'austérité dans les CET, les droits des chômeurs, un jeu de l'oie qui montre que pour les collégiennes les dés sont truqués, le racisme en Afrique du Sud, les élections des délégués de classe, une rubrique « La tête en fête » avec la musique, les livres, les films... Pour commander, l'adresse est la même que Rouge !

Rien qu'à les regarder, les CET sont aussi avenants que des prisons. Baraquements vétustes, bâtiments en briques, préfabriqués, ou les trois à la fois comme à Bezons, ils sont rarement avenants.

CET-Prison

Il y a la cour, à Jean-Moulin (Blanc-Mesnil), son aspect semi-circulaire renforce l'idée carcérale. A Bezons, au CET commercial, il faudrait la traverser en radeau quand il pleut tant il y a de boue. Ces bâtiments, enserrant le lieu où les élèves sont parqués durant leur temps libre, forment un espace de surveillance par leur architecture même. Cet aspect est renforcé par la fermeture des locaux : en dehors des heures de classe, pas le droit d'aller ni dans les salles ni dans les couloirs. Cette règle a une portée morale évidente : une classe est faite pour travailler, on n'a pas à y aller « si on n'a rien à y faire » (c'est-à-dire si ce n'est pas pour travailler).

Fermeture des locaux également parce que, s'il ne faut pas être en retard (sous peine d'être renvoyé) pour la journée dans bien des cas, il est aussi fort difficile de sortir du

CET. Pas le droit d'aller se promener pendant les heures de permanence : « A Rosny, on a pas le droit de sortir après la cantine, tout le monde s'entasse dans le préau ; quand il pleut, c'est la chasse aux élèves dans le couloir ». A Romainville, « la porte de secours est fermée à clef pour pas qu'on sorte. Si ça prenait feu dans le laboratoire, tout cramerait ! ». C'est ainsi que dans la plupart des CET, malgré les consignes de sécurité, toutes les issues sont bouclées, y compris les issues de secours. C'est le cas du CET de Coulommiers.

Lors de la grève du CET Evangile (Paris), au printemps dernier, les collégiens avaient gratté la peinture qui rendait aveugles les vitres du préau. Ils pouvaient voir dehors, on pouvait les voir. Tout un symbole. En temps normal, il n'est qu'une seule ouverture du CET sur la vie : l'ouverture aux besoins du patronat.

L'insécurité permanente

Les conditions de sécurité sont le moindre des soucis des directions des CET : « En atelier, sur les machines, il n'y a pas d'arrêts coup

de poing. Si on passe une main dans la fraiseuse, le temps de courir appuyer sur le seul bouton d'arrêt, près du bureau du prof... on a tout le bras qui passe avec » (Bourseuil). « A Pâques dernier, un système d'alerte en cas d'incendie a été installé dans le bâtiment d'enseignement général. Ça faisait plus de 10 ans que le bâtiment n'avait pas de système d'alarme. (Pavillons-sous-bois).

Un collégien de Maubeuge : « Dans l'atelier de fonderie, il y a une cuve de pétrole juste à côté d'un cubilot qui chauffe à 1 500 °C et qui fait des projections de fonte ». Dans un CET de Nice, un élève s'ouvre la poitrine avec une tronçonneuse à métaux. Réponse de la direction : il n'avait qu'à pas porter de vêtements flottants. Mais elle ne le lui avait pas dit avant... Cette négligence totale de la sécurité est un apprentissage de la vie d'usine : les accidents du travail doivent s'intégrer au monde quotidien.

Pas le droit de sortir du CET, mais aucune sécurité dans le CET-même... Un mépris que l'on retrouve à la cantine où la bouffe est mauvaise, dans les classes où on chauffe trop peu.

**Du côté
de la contre
presse**

M.J.C. : «HELP» !

« LE PROVISOIRE » EN PROCES

Le journal de contre-presse de Châteauroux, *Le Provisoire*, « à peu près mensuel », tiré et diffusé à un millier d'exemplaires dans le centre de la France, est attaqué en justice par le ministère des Armées. L'affaire commença lorsque la Légion étrangère vint commémorer dans la région le combat de Camerone au Mexique, du 30 avril 1863. Il s'était alors engagé une controverse entre la *Nouvelle République* (journal de grande presse du Centre) et *Le Provisoire*. La *Nouvelle République* écrivait : « La Légion étrangère a des traditions faites aussi pour la construction de la paix, parce qu'elles prennent leur source dans ce qu'il y a de meilleur au cœur de l'homme. » *Le Provisoire*, indigné, répliquait : « Quant aux gourmets, ils pourront satisfaire leur pèche-mignon en observant comment on s'y prend pour couper les couilles de l'ennemi et les lui mettre dans la bouche sans que ça ait l'air pour autant d'être du travail de sauvage. » On sent la divergence.

M. Bourges n'a guère aimé. *Le Provisoire* se retrouvera donc bientôt en justice. Un comité de soutien au journal s'est formé, et comme ces gens-là savent rire, ils organisent le 15 octobre un gala de soutien, au centre socio-culturel St-Jean (ZUP 2, Châteauroux), avec le *Le Bricolo Théâtre*, le groupe *Les Pleumeus de Saules*, les chanteurs Jonathan et Jacques André.

Help ! Au secours ! C'est la Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture qui fait entendre ce cri de détresse. Depuis plusieurs jours la campagne revendicative des MJC pose le problème de ces institutions menacées par la politique des pouvoirs publics. Demain aura lieu, à Paris, à 15 h 15 à Sèvres-Babylone, une manifestation contre l'étouffement financier et politique des MJC et de la Fédération centrale des MJC, pour la création d'emplois d'animateurs et de directeurs.

A la veille des élections municipales, la situation des MJC est en passe de devenir un enjeu national, *Rouge* publiera ces jours prochains un dossier sur l'Education Populaire en France, aujourd'hui nous abordons le problème des MJC en soutenant les initiatives de la FFMJC, mais aussi en montrant les limites par rapport à tous les changements qui se sont produits dans l'Education populaire depuis Mai 1968. Changements que la vieille conception laïque et pédagogique de la Fédération ne prend guère en considération.

C'est l'arrivée de Comiti au secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports en 1969 qui a marqué un revirement de la politique gouvernementale à l'égard des MJC. Sous couvert de « régionalisation », l'Etat laissait en fait à la discrétion des municipalités le soin de financer ou de... laisser dépérir les MJC, quand il ne s'agissait pas purement et simplement de les supprimer.

On se souvient qu'il y a un peu plus de deux ans, à Viry-Châtillon, le maire, M. Longuet avait en effet « municipalisé » son problème de MJC d'une manière assez radicale : il avait envoyé une escouade de bulldozers l'enterrer définitivement ! M. Ceccaldi-Pavard, maire de Dudan — qui présidait la

commission départementale de l'Essonne — avait, quant à lui, décidé en août 1975 la suppression pure et simple de toute subvention pour l'exercice 1975 pour toutes les MJC de l'Essonne, ce qui avait eu pour conséquence le licenciement de tous les permanents du département.

A Boulogne-Billancourt, à Courbevoie, à Bry-sur-Marne et, pour Paris, à la Porte de Vanves, au Théâtre des Deux-Portes, les conflits entre les représentants de l'Etat et les MJC se multiplient, de plus en plus ouverts, de plus en plus clairs.

Les conclusions tirées par la Fédération régionale de la Région parisienne sont assez éclairantes. En même temps qu'elles présentent un constat exhaustif de la situation des MJC, elles sont très révélatrices des

considérents idéologiques et politiques qui animent la Fédération : pour la FRPMJC, « les remises en cause par certaines municipalités ne sont pas d'ordre économique mais d'ordre politique ». Pour autant, la FRPMJC ne prône pas l'autonomie des MJC : « Certaines collectivités locales, se trouvant dans l'obligation d'assurer le financement quasi total des associations, estiment être en droit d'en contrôler la politique culturelle... Notre fédération a toujours considéré que l'animation des collectivités locales à laquelle nous nous consacrons doit être définie et réalisée en coopération étroite avec tous les partenaires locaux et donc, bien sûr, avec la municipalité. » La FRPMJC souligne par ailleurs que l'un des buts des MJC est de « contribuer au développement d'une vie sociale et culturelle démocratique ».

On voit tout de suite l'ambiguïté d'une telle position que les dirigeants PC de la FFMJC ont toutes les peines du monde à assumer. Dans la logique des positions réformistes consistant à gérer un budget misérable et à miser sur l'« occupation » progressiste de l'Etat par le biais des municipalités « démocratiques », cette attitude se heurte souvent à la combativité du personnel des MJC. Celui-ci, syndiqué majoritairement à la CGT, met la direction de la Fédération dans une situation quelque peu instable,

l'obligeant à des prises de position, voire à des actions dépassant le cadre étroit de la politique réformiste du PCF.

Durant les mois de mai et juin 1968, les MJC avaient été des lieux de prise de conscience et de prise de parole pour de nombreux jeunes des quartiers qui ne se retrouvaient pas à la Sorbonne ou dans les lycées et les facs. De ce jour, la Fédération française des MJC devenait une institution contestée comme toutes les autres. Mais, s'inscrivant dans la stratégie du PCF, elle apportait à cette contestation une réponse autonome par rapport au pouvoir. Réponse que ce dernier ne pourra tolérer : à Paris, la Fédération sera littéralement laminée par le pouvoir.

C'est ainsi qu'à la MJC de la Porte de Vanves, le directeur élu par le Conseil d'administration, mais dont les orientations politiques et culturelles n'avaient pas l'heur de plaire au pouvoir, s'est vu refuser l'agrément de son poste par le Préfet, décision qui, finalement, dut être entérinée par le Conseil d'administration.

Par contre, à la MJC-Théâtre des Deux Portes, la mobilisation put imposer un premier recul au pouvoir qui avait tenté d'en finir avec une expérience unique en Région parisienne.

Marc Corti

LES VETERINAIRES AURONT-ILS LA PEAU DU GOUJON ?

Le 22 octobre 76, le directeur de publication du Goujon, hebdo meusien de presse libre et de contre-information, doit comparaître devant le tribunal correctionnel de Verdun pour diffamation par voie de presse.

Le Syndicat national des Vétérinaires a porté plainte pour un article intitulé : « Des vétérinaires agents placiers des marchands d'aliments de bétail ». Dans cet article, un lecteur dénonçait les pratiques de certaines maisons d'aliments du bétail qui utilisaient des vétérinaires pour placer leur camelote.

Le 22 octobre 76, venez soutenir Le Goujon à l'audience qui aura lieu à 8h 30 au tribunal correctionnel de Verdun. Si vous pouvez témoigner, venez ou envoyez par écrit votre témoignage au Goujon, BP 8, 55400 Etain.

Correspondant Verdun

Samedi 16 octobre
au Forum des Cholettes
à Sarcelles

FETE CREOLE

organisée par les « amis de Témoignages », quotidien du PC réunionnais. A partir de 14 heures : films et exposition ; à partir de 21 heures : bal ; cuisine et bar réunionnais. Entrée : 20 francs.

Une MJC en lutte : l'exemple de Boulogne-Billancourt

Rue du Silly, à Boulogne-Billancourt, au numéro 152 de la rue grise et morne, un tout petit bâtiment préfabriqué, c'est la MJC, les usines Renault sont tout proches, mais l'animation s'arrête là où le vieux quartier de Boulogne commence. L'animation ? Il suffit de franchir la grille de la MJC pour se retrouver dans une ruche, on ne le voyait pas de l'extérieur, mais aux premières heures de la soirée, la MJC vit : discussions, passages, attente du concert qui va commencer, il y a là les militants des organisations politiques du coin, le Comité de soutien au foyer d'immigrés de la rue d'à-côté, les fidèles de l'atelier de danse moderne, ceux qui préparent les rencontres théâtrales, et les copains qui sont chez eux à la MJC et nulle part ailleurs.

M. Gorse et les vieilles dames

M. Gorse est maire de Boulogne-Billancourt par la grâce d'une fusion municipale et de quelques autres manipulations urbanistiques. Flanqué d'un pittoresque adjoint à la Jeunesse et aux Affaires culturelles en la personne de M. de Vassal, il conçoit de vastes projets pour l'animation de sa ville. Fort affligés de voir les activités culturelles de leur ville se cantonner dans quelques ghettos, nous

verrons quels ghettos, ils décidèrent de créer un organisme fédérateur des diverses associations existant sur la place... ainsi naquit le CAB : Centre d'Animation de Boulogne, ainsi devaient périr les fameux ghettos : la MJC et le TOP, Théâtre de l'Ouest Parisien.

Le CAB fédéra donc : joueuses de bridge du beau quartier de Boulogne, ce XVI^e prolongé : pêcheurs à la ligne, chorales, philatélistes, gastronomes. Autant dire qu'il ne fit absolument rien malgré ses 28 millions d'AF de subvention, son directeur nommé par la mairie, ses trois animateurs permanents. Et que vouliez-vous qu'il fit ? Fédérer des associations qui ont pour tout problème et pour toute intendance l'achat d'un jeu de cartes ou d'un moulinet et pour toute administration un carnet de rendez-vous serait une sinécure si M. de Vassal n'avait un projet un peu plus précis.

Cet ambitieux précurseur a conçu tout un plan de contacts suivis entre certaines activités de jeunes et celles des clubs du troisième âge, en langage humaniste majoritaire cela s'appelle « jeter des ponts entre les générations ». Certes, mais qu'est-ce qu'on cherche à aplatir sur quoi ?

Les activités de jeunes, à Boulogne-Billancourt, sont celles de la MJC, exclusivement. Ce n'est pas un monopole de droit,

c'est une reconnaissance par les jeunes de la ville d'un lieu fraternel et libre. C'est tout, c'est suffisant pour avoir des ennuis.

On a essayé la douceur : un jour, les animateurs de la MJC virent arriver une délégation de vieilles dames poudrées qui leur proposa, en accord avec les plans de Vassal, d'occuper périodiquement une des salles de la MJC pour leurs activités. Le bridge en particulier. La douceur n'a pas marché, qu'est-ce que la MJC avait à voir avec ce genre de mondanités ? Elles n'étaient pas méchantes ces vieilles dames poudrées, mais enfin...

L'expulsion, le refus

Le 15 septembre 1973, le facteur apporté au 152, de la rue de Silly, une lettre de M. Gorse, très sèche, très brève, signifiant l'expulsion, sans la moindre explication.

La lutte qui s'engage alors entre la mairie et la MJC montre bien quel est le véritable sens des MJC aujourd'hui, l'existence de ce que les animateurs et adhérents actifs de Boulogne appellent eux-mêmes des « militants MJC », la MJC est leur lieu de rencontre et de travail, le seul endroit où ils peuvent faire preuve d'initiative et d'intérêt pour la vie sociale, le théâtre, des rencontres et des discussions, ce qu'il faut défendre sous

peine de retourner à l'isolement, à la solitude, à l'ennui, à la banlieue.

Une assemblée générale des adhérents refuse le diktat de Gorse, un samedi matin, une manifestation de 500 personnes réagit à l'arbitraire de la mairie, Gorse porte l'affaire devant les tribunaux, cela dure deux ans, deux ans de procédure, d'appels, de pourvois en cassation, etc. La MJC lutte pied à pied sur ce terrain-là aussi, elle est occupée par ses adhérents quand le préfet menace de la faire évacuer de force. La vie de la MJC se transforme dans cette lutte, sur fond de pénurie et de nécessité, la gestion devient de plus en plus collective, la vie de la MJC continue, elle est aidée par les associations qui avaient profité de son hospitalité, mais les perspectives sont sombres. Comment continuer, comment lutter ?

La Fédération ? Elle s'épuise à assurer sa propre gestion, elle ne voit pas d'un très bon œil ces militants MJC qui n'ont pas tout à fait sa problématique d'« Education populaire » ; les MJC en difficulté, elle ne peut pas les ignorer complètement, mais enfin, elles gênent la gestion et la revendication de crédits. Boulogne a décidé de se battre sans la Fédération, c'est l'affaire des adhérents, c'est l'affaire des jeunes de Boulogne, c'est l'affaire de tous.

M.C.

Ce soir sur  FR3

L'ARME DU BLÉ

« Vendredi » 20 h.30

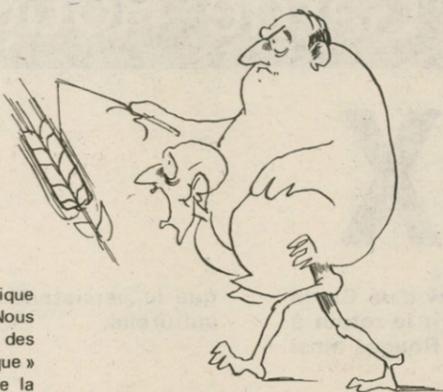
Saviez-vous que les céréales fournissent l'essentiel (70 %) des besoins alimentaires mondiaux, que le blé y tient une place dominante ? Que l'échange du blé donne lieu à un commerce international sur des quantités considérables — bien que ne représentant que 5 % de la production, que les USA tiennent le haut du pavé avec 50 % du marché ? Vous en apprendrez beaucoup en suivant cette émission bourrée d'informations précieuses.

Le commerce du blé, c'est avant tout moins d'une dizaine de multinationales : la seule société Cargil brasse un quart du grain vendu dans le monde. Son empire : quelques bateaux ; plusieurs silos géants et surtout le téléphone où l'on vend sans même avoir acheté des quantités phénoménales de blé pour le Pakistan, le Chili, par exemple. Et l'on voit se dégager la stratégie des multinationales :

Jacques Chonchol, ministre de l'Agriculture sous l'Unité populaire au Chili, explique comment ces firmes ont refusé de vendre du blé à un pays qui avait osé s'attaquer au trust du cuivre. « Il n'y avait plus de crédit dans les

banques internationales » explique Dreyfus, le géant français du blé. « Nous n'avons pas accordé les crédits pour des raisons de stricte garantie économique » répond en substance le directeur de la Banque Mondiale pour le Développement. Bref, l'impérialisme américain dispose là d'une arme redoutable. Un sous-secrétaire d'Etat du département de l'Agriculture US — ils sont régulièrement choisis parmi les « managers » des firmes agro-alimentaires — explique longuement, posément, cyniquement les intérêts des USA en ce domaine : c'est aux USA que doit revenir le première place sur le marché du blé, la spéculation est une bonne chose ; on vendra plus de blé pour satisfaire une demande non-solvable. L'aide alimentaire ? Elle a été utile pour pénétrer certains marchés... et ainsi de suite.

Pourra-t-on nourrir la population mondiale dont le tiers est déjà sous-alimentée ? Il faut développer la production sur place, préconise l'expert de la FAO (Organisation Mondiale pour l'Alimentation). Mais les structures de production des pays dits sous-développés ont été ravagées par le colonialisme



explique René Dumont ; la « révolution verte » ne peut se développer sans un changement radical des structures sociales.

Derrière toutes les déclarations officielles, l'inquiétude, l'impuissance se révèle : le problème alimentaire des pays sous-développés doit être résolu si nous ne voulons pas de nouveaux Cambodge conclut l'expert de la FAO.

Décidément, on en aura appris beaucoup pendant cette petite heure de télé ; une émission trop dense peut-être pour amener une réflexion critique. Et puis des absences : derrière les stratégies internationales, on voit mal ce producteur agricole des pays pauvres sur lequel repose l'avenir, la survie alimentaire de l'humanité ; on voit mal les raisons de l'échec de l'agriculture socialiste en URSS, autrefois le grenier à blé de l'Europe. Une émission qui donne envie de fouiller la question.

P.L.

dans l'objectif

METZ

• Les voici donc, ces trois jours d'action pour le jeune théâtre que nous annonçons dans *Rouge*, mercredi dernier. Organisées par la section Est-Lorraine de l'A.J.T., elles proposent un programme varié et de qualité aux habitants de la région :

— Vendredi 15 octobre, à 20 h 30, un grand débat public sur le thème *Une politique théâtrale pour la région* ouvrira les « Trois jours ».

— Samedi 16 octobre, de 14 h à 24 h : Théâtre de l'Araignée : *Les Méaventures de Cibèche et Caboché* (pour les enfants). Théâtre du Matin. Théâtre du Jet d'eau : *Ah, si c'est ça...* Théâtre Populaire de Lorraine : *Histoires de l'Oncle Jakob*.

— Dimanche 17 octobre, de 14 h à 24 h : animation du Théâtre de marionnettes de Metz. Théâtre du Ponts des Morts : *La Planète des rêves* (pour enfants). Théâtre des Trois Vallées : *L'Ultime Atome*. Théâtre groupe 4 L. 12. ACTA/Théâtre du Jarnisy : *Top fragile*.

Tous les spectacles, ainsi que le débat, auront lieu au Théâtre du TPL, Saulcy-Metz.

LYON

• Le « Cinématographe » (44, cours Suchet, Lyon II^e. Tél : 37-24-84) se met à l'heure américaine puisqu'il propose, péle-mêle, ce soir, samedi et dimanche : *Une femme sous influence*, de J. Cassavetes, *Un après-midi de chien*, de S. Lumet, *La Fugue*, d'A. Penn,

La Ballade sauvage, de T. Malick et *Sugarland express* de S. Spielberg.

MIRAMAS

• Soirée de folk progressif, à 21 heures, ce vendredi 15 octobre, à l'école Jean-Moulin (allée Jean-Moulin), avec le groupe local Transparence. C'est organisé par la Maison pour Tous et ça coûte 10 francs.

EPINAY-SUR-SEINE

• Dans le cadre de la quinzaine organisée par les MJC d'Epinau sur 1936 : vendredi, à 21 h, à la MJC des Presles (75-81, avenue de la Marne), montage par le Groupe-Théâtre Agit ; samedi, à 20 h 30, à la MJC d'Orgemont (rue du la Tête St-Médard), cinéma non-stop, avec *La Marseillaise*, de J. Renoir, *Le Temps des cerises*, de J.P. Le Chanois, et *Grèves d'occupation*, réalisé par le Collectif « Ciné-Liberté ».

PARIS

• A partir de samedi 16 octobre, à 20 h 30, aux Blancs-Manteaux (15, rue des Blancs-Manteaux, 75004), Jean Bois présente *Etrange pâleur*. Costumes et accessoires réalisés par les comédiens. Du café-théâtre grinçant sur la vie de famille.

• Vous n'avez plus que deux jours pour

aller écouter Gérard Gauche et Pierre Dieghi à la « Mongole fière » qui a échoué à la Galerie Sin Paora, sise au 15, rue Etienne-Marcel, Paris 1^{er}. 21 h. Prix des places : 15 F. Dernière, samedi.

• Si vous voulez en savoir plus long sur la nouvelle musique américaine, ça ne vous coûtera pas trop cher. Puisque Robert Ashley présente gratuitement sept films vidéo sur quelques uns des compositeurs les plus importants de l'« Underground » new-yorkais. Chaque film dure deux heures (une heure d'entretien, une heure de musique). Cette manifestation est organisée par le Festival d'Automne à Paris, en collaboration avec les Semaines Musicales Internationales de Paris et le Centre culturel américain, dans les locaux duquel (3, rue du Dragon, Paris VI^e) ont lieu les projections. Music with roots in aether (1). Vendredi, de 12 h à 23 h : Philip Glass (compositeur d'« Einstein on the beach », Alvin Lucier, Bob Ashley, Pauline Oliveiros. Samedi, de 12 h à 24 h : Lucier, Gordon Mumma, David Behrman, Terry Riley, Glass, Ashley. Dimanche, de 12 h à 23 h : Riley, Oliveiros, Mumma, Glass.

• Au cas où ce programme alléchant vous donnerait faim, on vous signale la réouverture de « La Canaille », 4, rue Crillon, Paris IV^e. Vous en mettre plein la lampe ne vous empêchera pas de vous en mettre plein les oreilles, à la soirée cabaret du vendredi 15 octobre, avec Patrick Denys et Jacques Gruson. Mieux vaut réserver : 278-09-71. Bon appétit, donc !

(1) *Musique avec des racines dans l'éther.*

télévision

- TF 1 -

- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Alors, raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Hommage à Jacques Charon : le Malade imaginaire, de Molière. On ne devrait pas chipoter. Pour une fois que l'auteur d'*Au théâtre ce soir* fait figure de contemporain. Mais la mise en scène de la Comédie-Française et le jeu de Jacques Charon lui donnent comme un goût de poussière. Il suffit de comparer avec *Le Tartuffe* que présente Roger Planchon à Nanterre...
- 22.15 Ballet : le Septentrion
Quand un faiseur de la littérature (Yves Navarre) rencontre un faiseur de la musique (Marius Constant) et un faiseur de la chorégraphie (Roland Petit), cela donne un ballet plutôt surfait.
- 22.50 Journal

- A 2 -

- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Chacun chez soi
- 20.00 Journal
- 20.30 La poupée sanglante
Cinquième épisode du feuilleton tiré du roman de Gaston Leroux.
- 21.35 Apostrophes
Sous le titre « *Et si nous parlions de quelques grands écrivains* », une émission fourre-tout où seront évoqués Rilke, Miller, Clara Malraux, Joyce et d'autres...
- 22.45 Ciné-club
Metello, film italien de Mauro Bolognini (1970). La vie d'un ouvrier florentin à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, en pleine ascension du mouvement ouvrier et socialiste. Tiré d'un roman de Vasco Pratolini, le « Zola italien », ce film souvent un peu trop joli, cédant à l'esthétisme, a toutefois le mérite de présenter un aspect peu connu du cinéma italien, à mi-chemin entre le réalisme et le baroque viscontien.

- FR 3 -

- 18.15 Emission en langue alsacienne (Strasbourg)
- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Magazines régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
Le Comité des usagers de la justice.
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Vendredi
Ailleurs : l'arme du blé (voir « ce soir sur FR 3 »)
- 21.30 Méditerranée
L'aube. La troisième émission de la passionnante série historique dirigée par Fernand Braudel.
- 22.20 Journal

France-Musique — MF

- 9.30 La règle du jeu : Autour de Monteverdi. Avec des œuvres de Berio, Byrd, Bach et... Monteverdi.
- 19.40 La Traviata, de Verdi, dirigée par Toscanini.
- 20.30 Orchestre symphonique de Baden-Baden. Oeuvres de Schubert, Berg et Webern.
- 23.00 Cabaret du jazz.



BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRENOM :
 ADRESSE :
 VILLE :
 CODE POSTAL :

TARIF

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F
1 MOIS	40 F		65 F
2 MOIS	60 F		100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)
 — Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
 — Le chèque barré est à l'ordre de Société de Presse Nouvelle avec la mention « abonnement ».
 — Pour les plis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.
 — Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
 — Pour toutes correspondance, joindre une bande d'abonnement.

ANCIENS NUMEROS

Les anciens numéros de Rouge quotidien sont disponibles. Pour se les procurer, les commander à : Société de Presse Nouvelle, 2, rue Fichard Lenoir, 93 100, Montreuil.
 Prix de l'exemplaire : 1.50 F
 10 exemplaires : 13 F
 20 exemplaires : 25 F

Au-delà de 20 exemplaires commandés, compter 1 F par exemplaire.
 Mode de paiement :
 — Jusqu'à 9 exemplaires, joindre la somme en timbres.
 — A partir de 10 exemplaires : chèque à l'ordre de la SPN.

OBJECTIF 77 rouge 2892
 Quotidien



(Chiffres de vente Paris-surface mercredi).

SOUSCRIPTION

ANCIEN TOTAL	187 212,95
Lecteur FPA Champs/Seine	100,00
Prof d'Anglais 93	50,00
AL Clermont-Ferrand	1 000,00
Un lecteur de Libération Toulon	20,00
CT Colombes	80,00
Yolande, Alain, Kaime, Martine de Carcassonne	60,00
Groupe Taupé PTT Nancy	50,00
Militant PCF PTT Nancy	2,00
Un étudiant Nancy	10,00
Diffuseurs Dijon	280,00
Diffuseurs Dole	25,00
Diffuseurs Paris VIII	600,00
NOUVEAU TOTAL	189 789,95
La frappe (pour arrondir)	10,05
NOUVEAU TOTAL	189 800,00

Le triomphalisme serait bien malvenu, car notre chiffre de vente sur Paris demeure très modeste. Mais pas de pessimisme non plus. Après un chiffre de ventes qui hier indiquait une relative stagnation, nous reprenons aujourd'hui notre progression. Nous gagnons plus de 200 lecteurs sur notre vente de mercredi dernier. Ce résultat est très encourageant, car la quotidien de mercredi dernier était celui de la grève du 7. Notre progression en est d'autant plus significative. Outre l'événement (la Chine), c'est sans doute l'amélioration de la qualité du journal qui est en cause. Le problème — de taille — est que les régions ont quelque mal, compte-tenu de nos récentes « mésaventures », à apprécier cette amélioration.

Nous avions annoncé, il y a deux jours, que nous publierions aujourd'hui les mesures prises, après discussions dans l'ensemble du journal pour mettre fin aux dites « mésaventures ».

L'assemblée générale de l'ensemble des permanents du quotidien n'a finalement pu être fixée qu'aujourd'hui à midi. Ce n'est donc que dans le journal de samedi que vous pourrez prendre connaissance des décisions adoptées.



Interview d'un Garde Rouge de Canton

LE REFLUX

Nous publions aujourd'hui la deuxième partie de l'interview d'un Garde Rouge de Canton (voir *Rouge* d'hier). Dans cette partie, il décrit le retour à l'ordre à Canton et la répression qui suivit contre les Gardes Rouges ainsi

que la persistance d'une opposition à la bureaucratie après la Révolution culturelle.

● **Comment la lutte s'est-elle développée en 1967 ?**

— La période de janvier à juin 1967 marque l'apogée de la lutte pour le pouvoir entre le peuple et les bureaucrates. A la fin de 1966, la bureaucratie du Parti était prête à s'effondrer. L'alliance de Mao avec nous l'avait placé à gauche et notre principale cible avait été Liu Shao-shi. Mais notre conflit avec la bureaucratie à tous les niveaux avait aussi *objectivement* rendu notre trajectoire politique conflictuelle à Mao.

● **Une brève digression : croyez-vous réellement que Liu était un « restaurateur du capitalisme », un agent de l'impérialisme ?**

— Oui. Mais nous n'entendions pas capitalisme de la même façon que Mao. Nous partions du point de vue des opprimés. Et pour nous, quiconque opprime les masses *doit* être un capitaliste. Mao y mettait un autre contenu, évidemment. Il voulait dire économiquement, politiquement et culturellement. Il y avait beaucoup d'autres bureaucrates à part Liu qui étaient des oppresseurs mais Mao ne les dénonçait pas. Nous, oui.

● **Pour revenir à 67...**

— Oui. En 1967, le mouvement de masse a mûri assez rapidement et son moral s'est renforcé. Et nous avons commencé à comprendre des problèmes auxquels nous n'avions pas même eu l'occasion de penser pendant les dix-sept années précédentes. Beaucoup d'entre nous pensaient que nous avions été réprimés parce que nous n'avions pas de pouvoir et concluaient que par conséquent il nous fallait du pouvoir. Ainsi commença la période tumultueuse de janvier, la période de la prise du pouvoir. En décembre 1966, les bureaucrates avaient utilisé une nouvelle tactique. Ils abandonnèrent l'administration à travers tout le pays, espérant créer un chaos total. Cela nous força à nous en occuper nous-mêmes. En janvier 1967, à Shanghai, les travailleurs et les étudiants prirent le pouvoir. En quelques jours, la même chose survint à Canton et ailleurs.

● **Que s'est-il passé à Canton ? Comment avez-vous « pris le pouvoir » ? Qu'est-ce qui a changé ?**

— Nous avons simplement mis l'administration de tout Canton sous notre contrôle. Les bureaucrates étaient en déroute et se sont enfuis. Nous avons occupé les quartiers généraux du Parti et forcé les bureaucrates à nous céder le pouvoir et à annoncer dans les rues et dans la presse que nous, le FDR (Faction du Drapeau rouge), détenions le pouvoir. J'étais responsable pour l'administration de certaines écoles. Dans les écoles, les étudiants élirent leurs propres représentants pour les diriger.

● **Les bureaucrates l'annoncèrent-ils aussi à la radio ?**

— Non, les stations de radio étaient fermées, car Mao ne voulait pas que ce qui se passait soit connu à l'étranger.

Continuons : dans les usines, les travailleurs élirent leurs propres délégués pour diriger l'usine. Des événements semblables eurent lieu dans des rédactions de journaux. Mais nous étions très naïfs. En prenant le pouvoir, nous n'avions aucune idée de ce que nous allions faire ou de quelles implications cela avait. La démocratie des travailleurs de la Commune de Paris, les soviets, tout cela ne signifiait rien pour nous. La lutte nous avait poussé en avant, mais nous n'avions aucune direction réelle, politiquement solide, pour mener notre avance. C'est pourquoi, à l'intérieur du FDR, on ne soulevait des discussions qu'à propos des questions administratives relatives à l'exercice du pouvoir. Cela vous donnera une idée du bas niveau de conscience politique.

● **Combien de temps cette situation a-t-elle duré ?**

— Sur ses gardes depuis le début de 1967, Mao commença à se séparer de nous. Il voulait que la lutte prenne fin et se mit à manœuvrer contre nous. Quand il visita Shanghai, il critiqua les camarades de là-bas pour s'être appelés une Commune et leur dit qu'une Commune signifiait une structure où la base dominait. Il dit que cela montrait qu'ils ne voulaient pas accepter le rôle dirigeant du Parti, leur affirma que ce rôle était nécessaire et leur demanda de changer leur nom en « Comité révolutionnaire ». C'est là qu'il formula l'idée de la « triple union » : en d'autres termes, que le pouvoir révolutionnaire devait être exercé par les cadres révolutionnaires (le Parti), les cadres militaires (l'APL, Armée populaire de libération) et des représentants des masses (une concession temporaire). Le procédé grâce auquel les maoïstes mirent le pouvoir aux mains du Parti et de l'armée fut mis en mouvement.

Ainsi l'armée a « rejoint » la Révolution culturelle pour stabiliser la situation. A la fin de février, des heurts ont eu lieu entre des unités de l'armée et les Gardes Rouges.

● **Qu'est-il arrivé à Canton et quelle a été votre propre expérience ?**

— Après avoir pris le pouvoir et établi la Commune, nous avons découvert que les bureaucrates étaient en cheville avec l'armée. Certains avaient fui vers l'armée et recherché sa protection contre nous. Ceci nous rendit conscients que nous avions aussi à combattre l'armée. Le 8 février 1967, nous avons envahi les terrains militaires et manifesté là. Nous avons pris les voitures de propagande de l'armée et les avons utilisées pour appeler les soldats à nous rejoindre. Les bureaucrates de l'armée étaient furieux. Aucun



Défilé de Gardes Rouges

soldat en armes ne nous a rejoint mais des employés et des autres travailleurs de l'armée l'ont fait.

Entre-temps à Pékin, un certain nombre de dirigeants du Parti ont commencé à s'alarmer vraiment et à s'opposer à Mao à cause de son incapacité à contrôler la situation. Ils ont commencé (sous le contrôle discret de Chou En-lai) à exercer la répression contre le mouvement à Pékin par la force militaire.

C'était un énorme encouragement pour la bureaucratie à l'échelle nationale, et les bureaucrates se sont mis à réapparaître, à se lier à l'armée et à réprimer les groupes dissidents dans tout le pays. En beaucoup d'endroits, ils utilisèrent la force, mais pas à Canton. Ils arrêtèrent beaucoup de gens, interdirent le FDR, établirent un contrôle militaire et reprirent le pouvoir. Par une information qui circulait au niveau des commérages, nous avons appris que Lin Piao s'était opposé à ces actions, mais n'avait pas été écouté. Les dirigeants du Parti qui organisèrent la répression étaient des opposants à Lin Piao. Aussi, à partir de février 1967, l'intervention de l'armée démarra-t-elle et continua jusqu'à ce qu'ils aient rétabli la situation.

● **Y avait-il des doutes à ce moment sur le rôle de Mao ?**

— Non. On a su que Mao a hésité sur la question de l'utilisation des troupes jusqu'en septembre 1967 où il a mis tout son poids en faveur de la répression.

● **Quand avez-vous réalisé que la Révolution culturelle était finie ?**

— En septembre 1967, je suis rentré à mon école et j'ai découvert que le vieux directeur était de retour. Cependant l'atmosphère était troublée et personne n'avait réellement abandonné. J'aurais dû mentionner qu'en août 1967, il y avait eu des saisies d'armes dans tout le pays et beaucoup d'entre nous avaient volé des armes. A ce moment-là, il y avait eu peu de résistance à ces actions, mais en avril 68, nous en avons tenté à nouveau et là, l'armée a tiré et beaucoup de camarades ont été tués.

● **Que s'est-il passé en Chine en mai 68 ? Comme vous le savez, en France, il y a eu un grand mouvement mené par les travailleurs et les étudiants et nous avons même lu qu'il y avait eu des manifestations de solidarité à Pékin. Cela veut-il dire qu'alors que Mao et la bureaucratie avaient ordonné la fin de la Révolution cul-**

turelle, elle continuait néanmoins ?

— Il y a certainement eu des manifestations à Pékin et nous avons publié à Canton des journaux montrant notre solidarité avec les camarades français. Oui, dans le sens que vous dites, le mouvement, en Chine, n'était pas complètement fini. La retombée fut inégale. Après tout la Chine n'est pas un petit pays et il n'est pas facile de mettre un terme à un mouvement de masse par décret centralisé.

En juillet 68, l'armée a marché sur les écoles et les usines et a dispersé les Gardes Rouges. Au Kwangsi, elle eut à assiéger les usines plusieurs jours durant avant que les travailleurs ne se rendent. Après avoir dispersé les Gardes Rouges, ils ont formé les comités de Triple Union mais ce n'était que des fantômes. La situation à partir de là devint très difficile.

● **Que s'est-il passé pour vous ? Avez-vous quitté Canton ?**

— De novembre 1968 à août 1971, j'ai été envoyé travailler dans une ferme. Pendant deux ans, j'ai travaillé dans le Hopen et une année à Canton. Nous étions tous très insatisfaits et Mao était constamment attaqué en privé. Nous sentions que nous avions été trahis... Mais alors nous discussions beaucoup. Nous essayions d'élaborer de nouvelles théories et de nouveaux concepts pour tenter d'analyser ce qui n'avait pas marché. J'ai rejoint un groupe d'extrême-gauche dans le Hopen qui s'appelait « Union prolétarienne du Hunan ». Ils avaient écrit un certain nombre de documents critiquant Mao et la bureaucratie. C'était un développement spontané. Ni eux, ni moi, n'avions lu aucun écrit de Trotsky, mais nos idées sur la bureaucratie étaient très semblables aux siennes. Nous avons eu beaucoup de discussions, mais en 1971 nous nous sommes sentis très démoralisés car beaucoup d'entre nous ont réalisé l'énormité des tâches auxquelles nous étions confrontés.

● **C'est pourquoi vous avez décidé de quitter la Chine ?**

— Pas exactement. Un certain nombre d'entre nous fut forcé de fuir pour des raisons politiques. D'abord, nos groupes furent découverts et beaucoup de camarades arrêtés. Nous étions tous effrayés. Mais deuxièmement, je voulais lire et écrire, ce qui devenait impossible en Chine, le brouillard de l'orthodoxie du Parti tombant à nouveau et engloutissant tout le pays dans cette sorte d'ignorance particulière qui est la caractéristique des pays bureaucratés comme la Chine. Enfin, beaucoup de mes camarades, complètement désespérés, se suicidèrent en prison plutôt que de révéler les noms des autres. C'est pourquoi quelques uns d'entre nous décidèrent de quitter Canton. Par conséquent, nous avons nagé jusqu'à Hong-Kong.